

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44721]

16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 69 adaptant certaines dispositions fiscales dans le cadre de la crise de la COVID-19

Rapport au Gouvernement relatif au projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 69 adaptant certaines dispositions fiscales dans le cadre de la crise de la COVID-19

1. Présentation générale :

La crise sanitaire exceptionnelle liée à la COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne. L'OMS qualifie par ailleurs cette crise de la COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020.

Cette crise a notamment généré les mesures de confinement prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels successifs des 13, 18 et 23 mars 2020, et des 3 et 17 avril 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, respectivement publiés au *Moniteur belge* des 13, 18 et 23 mars 2020, et des 3 et 17 avril 2020.

Elle entraîne à présent, dans la seconde vague que nous vivons actuellement, de nouvelles mesures restrictives prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels successifs des 28 octobre, 1^{er} novembre et 28 novembre 2020 portant tous trois des mesures urgentes pour limiter la propagation de la COVID-19, respectivement publiés au *Moniteur belge* des 28 octobre, 1^{er} novembre et 29 novembre 2020.

Ces prolongations successives de mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sont chaque fois la conséquence des décisions prises par le Conseil National de Sécurité réunissant en son sein les différents niveaux de pouvoirs pour une coordination efficace de la lutte contre la pandémie. Ces décisions sont elles-mêmes basées sur les avis d'experts scientifiques qui démontrent à suffisance la nécessité de continuer à agir au regard de l'évolution des conditions sanitaires.

Les mesures actuelles prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont à nouveau de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services et également priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits et obligations dans le cadre des procédures légales prescrites.

La conséquence de tout cela est que cette crise sanitaire de la COVID-19 provoque toujours des impacts économiques majeurs et il relève d'une autorité publique comme la Région wallonne, de garantir et d'assurer dans le cadre et la limite de ses compétences et de sa capacité d'action, un soutien adéquat aux personnes morales et physiques fortement impactées.

A ce sujet, la fiscalité concerne tous les pans de l'économie et constitue dès lors un outil efficace de soutien économique et financier.

Enfin, l'avis sur la faisabilité technique des dispositions entreprises auprès du Ministre fédéral des Finances, conformément à l'article 5, § 3, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Région, reçu du Ministre fédéral des Finances en date du 11 décembre 2020, ne relève aucune impossibilité technique d'appliquer les mesures envisagées.

2. Commentaire des articles :**2.1. Article 1^{er}**

Il importe dans la situation actuelle de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique et par conséquent de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire.

Dans ce cadre, il convient d'adapter certains délais prévus dans les législations relatives aux impôts régionaux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, lorsque la Région wallonne n'en a pas encore repris le service mais que ces délais dépendent effectivement de ses compétences.

Il est intéressant de préciser que, comme relevé dans l'avis de faisabilité technique remis par le Service public fédéral des Finances sur le présent projet, le législateur fédéral qui exerce encore le service de l'impôt, demeure compétent pour modifier les dispositions du Code des droits de succession relatives aux déclarations de succession, au paiement des droits dus, aux moyens de preuve, aux procédures de recouvrement, aux amendes et aux prescriptions. Celui-ci a d'ailleurs prévu dans sa circulaire fédérale 2020/C/138 du 13 novembre 2020 relative aux mesures de soutien et aux tolérances administratives concernant les droits d'enregistrement et de succession dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19, la prolongation de quatre mois des échéances en matière de déclaration et de paiement qui échoient entre le 1^{er} novembre 2020 et le 31 janvier 2021.

Les délais qui relèvent de la compétence régionale visés par le présent article sont les articles 55*sexies*, 60*bis* et 135*bis* du Code des droits de succession, et de nombreux citoyens risquent, à la suite notamment des mesures d'urgence prises par l'Etat fédéral, de ne pas pouvoir respecter ceux-ci. Pour cette raison, le présent article vise à préserver le principe de sécurité juridique de la législation applicable dans l'exercice des droits et des obligations qui incombent tant aux citoyens qu'aux divers services publics concernés.

Ensuite, et pour tenir compte du dernier arrêté ministériel fédéral du 28 novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, qui prolonge les mesures fédérales d'urgence au-delà du 31 décembre 2020 et afin de rencontrer la demande formulée par le Service public fédéral des Finances dans son avis de faisabilité technique de faire coïncider les périodes d'application des mesures de prolongation pour des raisons opérationnelles, il est prévu que le présent article s'applique aux délais qui expirent entre le 1^{er} novembre 2020 et le 31 janvier 2021.

Enfin, et comme demandé par le Conseil d'Etat dans son avis n° 68.415/4 du 10 décembre 2020, la liste limitative des délais visés par la prolongation de 4 mois est reprise directement dans le dispositif. Cette liste englobe les dispositions déjà visées par la circulaire fédérale 2020/C/138 précitée en leur apportant donc une sécurité juridique pour leur application.

2.2. Article 2

Il est clairement constaté que les décisions prises à juste titre par le Gouvernement fédéral, de fermeture de l'ensemble des commerces et entreprises ne présentant pas un rôle crucial dans un fonctionnement minimal de l'Etat, et de confinement de la population, affectent gravement la capacité financière de nombreuses personnes, tant physiques que morales. Et nombreuses d'entre elles sont tenues par des contraintes financières comme les crédits hypothécaires, avec, en cas de défaut de les assumer ou si un risque particulier est identifié dans leur chef, le fait que le secteur bancaire risque d'activer les mandats hypothécaires de couverture des emprunts conclus, afin de se prémunir lui-même par la prise d'hypothèques contre les effets potentiellement désastreux de cette crise majeure.

Comme lors de la première vague de cette crise, il relève de la responsabilité de la Région d'éviter que cette prise de garantie par les banques ne conduise à une détérioration accrue des finances des entreprises et des particuliers, d'autant que cette éventuelle prise de garanties n'aurait pas eu lieu en des circonstances normales.

Et le meilleur levier d'action sur ce point reste de réduire exceptionnellement et temporairement à zéro pourcent le droit d'enregistrement, lorsqu'il est localisé en Région wallonne conformément à l'article 5, § 1^{er}, 7^o, premier tiret de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, relatif à la constitution d'une hypothèque sur un bien immobilier, mais uniquement en cas de conversion en hypothèque d'un mandat d'hypothéquer existant avant l'entrée en vigueur du présent arrêté afin d'éviter également toute situation d'abus potentiel de cette mesure exceptionnelle de faveur.

Il est intéressant de préciser, comme relevé dans l'avis de faisabilité technique remis par le Service public fédéral des Finances sur le présent projet, que la mise à zéro pourcent du droit proportionnel applicable n'entraîne pas un droit de perception nul. En effet, en vertu de l'article 167 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, « lorsqu'il n'en est pas disposé autrement par le présent titre, le montant du droit proportionnel à percevoir sur un acte ou une déclaration ne peut être inférieur au droit fixe général », le droit proportionnel régional qui sera perçu sera alors d'un montant équivalent à cinquante euros. Ce montant n'apparaît pas disproportionné eu égard à la formalité administrative à accomplir.

De plus, et par cohérence avec la période d'application des articles 1^{er} et 4 du présent arrêté pour la facilité de mise en œuvre au niveau du Service public fédéral des Finances, il est prévu une application de la mesure pour toutes les conversions opérées jusqu'au 31 janvier 2021.

Enfin, et pour répondre à la remarque du conseil d'Etat dans son avis n° 68.415/4 du 10 décembre 2020, et vu que le présent article s'applique dès le 27 mars 2020 afin de permettre de couvrir tous les cas de conversions de mandats d'hypothéquer depuis le début de la période d'application de la mesure qui fut prévue par l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales (ci-après arrêté n° 10), il est également prévu d'abroger cet article 1^{er} de l'arrêté n° 10, et de corriger également suite à cela tant l'article 4 de cet arrêté que l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 24 du 23 avril 2020 modifiant et prorogeant la période d'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales. En effet, la disposition commentée comprend dans son application les conversions déjà visées par cet article 1^{er} de l'arrêté n° 10 précité.

2.3. Article 3

Pour donner suite à l'article 2 du présent arrêté, il convient de tenir compte de ce que des conversions de mandats d'hypothéquer ont pu s'opérer depuis le 1^{er} mai 2020 – soit depuis la fin de la période d'application de l'article 1^{er} de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 10 – et qu'il s'agit alors de permettre la restitution des droits proportionnels ayant été perçus dans ce cadre, dès lors que le présent arrêté de pouvoirs spéciaux prévoit leur mise à zéro pourcent.

Il a été tenu compte de la remarque la remarque du conseil d'Etat dans son avis n° 68.415/4 du 10 décembre 2020.

2.4. Article 4

Il est renvoyé au commentaire de l'article 1^{er} du présent arrêté, à la différence que les articles concernés du Code des droits d'enregistrement d'hypothèque et de greffe sont les articles 46*bis*, 53, 53*ter*, 54, 55, 57, 57*bis*, 60, 64, 69, 71, 136, 140*quinquies*, 140*octies*, 209, 211, 212 et 213 de celui-ci.

2.5. Article 5

Un autre levier disponible, déjà utilisé lors de la première vague dans le même contexte de fermetures obligatoires non seulement du secteur HORECA, mais également des autres établissements de restauration et débits de boissons et des établissements ou les parties des établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et événementiel, en ce compris notamment, les casinos, les salles de jeux automatiques et les bureaux de paris, reste d'alléger la charge fiscale pesant sur les établissements et inhérente à l'exploitation d'appareils automatiques de divertissement. Cette taxation sur les appareils automatiques de divertissement, telle que prévue à l'article 76 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, revêt un caractère annuel forfaitaire d'un montant pouvant être conséquent en cas d'inexploitation desdits appareils. La Région dispose ainsi d'un moyen d'action efficace, afin de réduire la pression fiscale de cette taxe forfaitaire annuelle, en immunisant les mois concernés par l'obligation temporaire de confinement et de fermeture des établissements concernés.

Malheureusement, un grand nombre de ces établissements est à nouveau dans une situation extrêmement préoccupante et il convient de leur apporter une aide en urgence. Il est donc décidé de réactiver la disposition qui prévoit une réduction du montant de la taxe visé à l'article 80 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus à concurrence d'1/12 par mois ou partie de mois au cours duquel l'établissement dans lequel l'appareil est déjà placé, subit une fermeture contrainte par suite de cette crise majeure, avant application des autres réductions éventuellement accordées en vertu des articles 81 ou 82 du même Code.

Le même principe doit trouver à s'appliquer à l'établissement fermé dans les mêmes circonstances et dans lequel le placement d'un appareil de ce type était planifié, à concurrence d'1/12 du montant de la taxe visé à l'article 80 du même Code, par mois ou partie de mois à dater du moment d'installation prévue durant la période de fermeture contrainte par suite de cette crise majeure.

La mesure entre cependant en vigueur à partir du 1^{er} novembre 2020, et non à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel fédéral du 28 octobre 2020 ayant réinstauré les premières mesures d'urgence de la seconde vague (soit le 29 octobre 2020), car cette entrée en vigueur correspond pratiquement à la fin du mois d'octobre et qu'en conséquence, les établissements concernés ont pu exploiter leurs appareils au cours de la quasi-totalité de ce mois, et que dès lors, un dégrèvement d'un douzième de la taxe afférent à ce mois serait d'une importance inversement proportionnelle à la durée de la fermeture contrainte de ces établissements. Le présent article a donc pour vocation de renouveler l'objectif de la mesure telle qu'elle avait été prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 susvisé et ce, pour une période qui commence le 1^{er} novembre et qui s'étend jusqu'au 31 décembre 2020.

Enfin, et pour répondre à la remarque du conseil d'Etat dans son avis n° 68.415/4 du 10 décembre 2020, quant au fait de préciser quels documents le redevable doit produire pour pouvoir bénéficier de la réduction prévue à l'alinéa 2 du présent article, il est important de tout d'abord constater que la raison pour laquelle la restitution ne peut pas être opérée automatiquement par le Service public de Wallonie Fiscalité (ci-après SPW-F), au contraire de celle prévue par l'alinéa 1^{er}, provient de la mécanique même de la taxation. En effet, la taxe est forfaitaire par trimestre entamé (cfr article 82 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus), et l'administration ne connaît pas le mois exact d'installation initialement prévu au cours du dernier trimestre 2020 et ne sait donc pas déterminer automatiquement le montant de restitution à opérer. Pour pouvoir effectuer le calcul de l'avantage réellement octroyable, qui diffère selon que l'installation soit initialement prévue en novembre ou en décembre, le SPW-F doit effectivement disposer de preuves fournies expressément par le redevable. Celles-ci peuvent revêtir par exemple la forme d'un bon de commande, accompagné d'une attestation d'impossibilité de livraison ou d'installation par le fournisseur, mais peuvent aussi prendre d'autres formes, comme des correspondances échangées entre le redevable et son fournisseur. Il n'est pas dans l'intention du présent article de cadenasser dans un format particulier la possibilité pour un redevable d'apporter la preuve du report de l'installation de son appareil de divertissement, et par là de risquer de l'empêcher de bénéficier de la mesure en cas de non présentation d'un document formellement requis, surtout en cette période durant laquelle de nombreuses personnes tant physiques que morales connaissent des difficultés organisationnelles.

2.6. Article 6

Il est renvoyé au commentaire de l'article 2.

Il est également important de préciser que la modification envisagée n'a pas pour effet d'aménager rétroactivement la période de suspension de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement telle qu'elle fut prévue par l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales.

2.7. Article 7

Il est renvoyé au commentaire de l'article 2.

Il est également important de préciser que la modification envisagée n'a pas pour effet d'aménager rétroactivement la période de suspension de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement telle qu'elle fut prévue par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 24 du 23 avril 2020 modifiant et prorogeant la période d'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales.

2.8. Article 8

Il est tenu compte de la remarque du conseil d'Etat dans son avis n° 68.415/4 du 10 décembre 2020, par une entrée en vigueur du présent arrêté au jour de la publication au *Moniteur belge*.

CONSEIL D'ÉTAT Section de législation

Avis 68.415/4 du 10 décembre 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° XX 'adaptant certaines dispositions fiscales dans le cadre de la crise de la COVID-19'

Le 3 décembre 2020, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° XX 'adaptant certaines dispositions fiscales dans le cadre de la crise de la COVID-19'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 décembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'Etat, et Charles Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 décembre 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020, et le rebond actuel de cette crise de la COVID-19 ;

Considérant les mesures d'urgence prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels successifs des 28 octobre et 1^{er} novembre 2020 précités portant tous deux des mesures urgentes pour limiter la propagation de la COVID-19, respectivement publiés au *Moniteur belge* des 28 octobre et 1^{er} novembre 2020 ;

Considérant que les mesures actuelles prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont à nouveau de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services et également priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits et obligations dans le cadre des procédures légales prescrites ;

Considérant qu'il convient de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique et par conséquent de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire ;

Considérant qu'il convient à cet effet d'adapter sans délai certains délais prévus dans les législations relatives aux impôts régionaux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, lorsque la Région wallonne n'en a pas encore repris le service mais que ces délais dépendent de ses compétences ;

Considérant dès lors que diverses dispositions du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, notamment les articles 46*bis*, 53*ter*, 54, 55, 57*bis*, 60, 64, 69, 71, 136, 140*quinquies*, 140*octies*, 209, 211, 212 et 213, ainsi que diverses dispositions du Code des droits de succession, notamment les articles 55*sexies*, 60*bis* et 135*bis*, relèvent de la compétence régionale et comprennent des délais que de nombreux citoyens risquent, à la suite des mesures urgentes de confinement susvisées, de ne pas pouvoir respecter ;

Considérant que cela concerne tant des délais de rigueur, à savoir des délais prévus dans la législation qui ne peuvent faire l'objet d'aucune prolongation, que des délais de recours, à savoir des délais par lesquels un redevable peut décider de contester une décision administrative ;

Considérant en outre que l'administration fédérale qui a toujours le service de ces impôts régionaux, a pris la circulaire 2020/C/138 en date du 13 novembre 2020 relative aux mesures de soutien et aux tolérances administratives concernant les droits d'enregistrement et de succession dans le cadre de la crise sanitaire liée au [COVID]-19, par laquelle elle prolonge de quatre mois les échéances qui échoient entre le 1^{er} novembre 2020 et le 31 janvier 2021 ;

Considérant dès lors que les mesures wallonnes du présent arrêté visent à préserver dans l'urgence le principe de sécurité juridique de la législation applicable dans l'exercice des droits et des obligations qui incombent tant aux citoyens qu'aux divers services publics concernés ;

Considérant ensuite les impacts économiques majeurs que la crise sanitaire de la COVID-19 provoque au niveau de la Région wallonne, et qu'il relève d'une autorité publique comme la Région wallonne, de garantir et d'assurer en urgence dans le cadre et la limite de ses compétences et de sa capacité d'action, un soutien adéquat aux personnes morales et physiques fortement impactées par cette crise sanitaire majeure ;

Considérant que la fiscalité concerne tous les pans de l'économie et constitue dès lors un outil efficace de soutien économique et financier dans ce contexte de crise majeure ;

Considérant les décisions urgentes prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels susvisés, de fermeture de l'ensemble des commerces et entreprises non essentiels au fonctionnement minimal de l'État, et que notamment pour les raisons évoquées ci-avant, cette crise affecte gravement la capacité financière de nombreuses personnes, tant physiques que morales ;

Considérant que de nombreuses personnes tant physiques que morales sont tenues par des contraintes financières comme les crédits hypothécaires, et qu'en cas de défaut aux les assumer ou si un risque particulier est subitement identifié dans leur chef, le secteur bancaire risque d'activer les mandats hypothécaires de couverture des emprunts conclus, afin de se prémunir lui-même par la prise d'hypothèques contre les effets potentiellement désastreux de cette crise majeure ;

Considérant que la Région wallonne doit absolument éviter que cette prise de garantie par les banques ne conduise à une détérioration accrue des finances des entreprises et des particuliers, et que cette situation exceptionnelle de prise éventuelle de garanties n'aurait pas eu lieu en des circonstances normales ;

Considérant dès lors que le meilleur levier d'action est de réduire en urgence exceptionnellement et temporairement à zéro pourcent le droit d'enregistrement, lorsqu'il est localisé en Région wallonne conformément à l'article 5, § 1^{er}, 7^o, premier tiret de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, relatif à la constitution d'une hypothèque sur un bien immobilier, mais uniquement en cas de conversion en hypothèque d'un mandat d'hypothéquer qui existe déjà avant l'entrée en vigueur du présent arrêté afin d'éviter également toute situation d'abus potentiel de cette mesure exceptionnelle de faveur ;

Considérant également l'article premier de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 24 du 23 avril 2020 modifiant et prorogeant la période d'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, qui prévoit une réduction exceptionnelle et temporaire à 0 % du droit d'enregistrement relatif à la constitution d'une hypothèque sur un bien immobilier en cas de conversion en hypothèque d'un mandat d'hypothéquer existant avant le 27 mars 2020 ;

Considérant que la persistance de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et la survenance actuelle d'un rebond sévère de celle-ci conduisent à constater que les motifs justifiant la prise des deux arrêtés précités perdurent largement au-delà des délais initiaux prévus par ceux-ci, et vont perdurer encore durant une longue période, et que, malheureusement, durant la période du 1^{er} mai 2020 à ce jour, la situation économique qui a découlé de cette crise de la COVID-19 n'a en fait connu aucun répit, qu'il n'a pas été observé jusqu'à présent une amélioration dans le temps des différents paramètres économiques, et que la phase de rebond que nous sommes amenés à connaître depuis peu ne laisse rien présager de positif pour notre économie, et ce pour de nombreux mois ;

Considérant dès lors et afin que la prise en charge des difficultés persistantes observées soit globale et responsable, qu'il convient d'agir également de manière rétroactive à dater du 27 mars 2020 ; ce qui permettra, de manière cohérente, d'éviter de créer une sorte de no man's land économique entre l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, et ce jour, fortement dommageable aux personnes concernées ;

Considérant ensuite qu'un autre levier disponible, déjà utilisé à la suite des fermetures obligatoires notamment du secteur HORECA par application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, reste d'alléger la charge fiscale pesant sur les établissements et inhérentes à l'exploitation d'appareils automatiques de divertissement ;

Considérant que cette disposition prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité prévoyait que, pour la période imposable 2020, il était octroyé une réduction du montant de la taxe visé à l'article 80 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, à concurrence d'un douzième par mois ou partie de mois au cours duquel l'établissement dans lequel l'appareil était déjà placé, a subi une fermeture contrainte par décision de l'Autorité fédérale ;

Considérant que la réduction était également octroyée sur demande du redevable lorsque le placement de l'appareil était planifié à l'entrée en vigueur de l'arrêté susvisé, mais que celui-ci n'était pas déjà placé, à concurrence d'un douzième par mois ou partie de mois, à dater du moment d'installation initialement prévue, au cours duquel l'établissement dans lequel l'appareil devait être placé, subissait une fermeture contrainte par décision de l'Autorité fédérale ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2020 relatif à l'application de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, a constaté la fin de la période de fermeture obligatoire pour les différents établissements concernés et a fixé à quatre le nombre de douzièmes ouvrant le droit à un dégrèvement de la taxe ;

Considérant que depuis cet arrêté du 24 septembre 2020, un arrêté ministériel fédéral du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, constate, en ses articles 6 et 8, la fermeture pour le public des établissements relevant du secteur HORECA, les autres établissements de restauration et débits de boissons et les établissements ou les parties des établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et évènementiel, en ce compris notamment, les casinos, les salles de jeux automatiques et les bureaux de paris ;

Considérant qu'un arrêté ministériel fédéral du 1^{er} novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 précité, a adapté l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020, prévoyant notamment, en son article 12, que les mesures prescrites par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 sont d'application jusqu'au 13 décembre 2020 inclus ;

Considérant que l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel fédéral du 28 octobre précité, correspond pratiquement à la fin du mois d'octobre et qu'en conséquence, il faut constater que les établissements concernés ont pu exploiter leurs appareils au cours de la quasi-totalité de ce mois, et que dès lors, un dégrèvement d'un douzième de la taxe afférent à ce mois serait d'une importance inversement proportionnelle à la durée de la fermeture contrainte de ces établissements ;

Considérant également qu'un grand nombre de ces établissements sont à nouveau dans une situation extrêmement préoccupante et qu'il convient de leur apporter une aide en urgence ;

Considérant que dans ce contexte, le présent arrêté de pouvoirs spéciaux a pour vocation de renouveler l'objectif de la mesure telle qu'elle avait été prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 susvisé et ce, pour une période qui commence le 1^{er} novembre et qui s'étend jusqu'au 31 décembre 2020 ;

Considérant ensuite que les mesures visées dans le présent arrêté de pouvoirs spéciaux sont à ce point exceptionnelles qu'il s'indique de pouvoir y mettre fin dès que leur existence ne se justifie plus ou de pouvoir les prolonger ;

Considérant qu'il convient de prévoir la possibilité pour le Gouvernement, vu la persistance de cette crise de la COVID-19, de proroger l'application des mesures du présent arrêté de pouvoirs spéciaux, même après la fin desdits pouvoirs spéciaux, par arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires ;

Considérant que l'article 2, § 1^{er}, du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 prévoit que : « Les arrêtés visés à l'article 1^{er} peuvent être adoptés sans que les avis et concertations légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis. Le premier alinéa s'applique aux avis de la section de législation du Conseil d'État dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement. Toutefois, si le Gouvernement estime possible de solliciter l'avis du Conseil d'État, il peut le faire, le cas échéant par voie électronique, dans le délai qu'il fixe.

Considérant qu'une partie des dispositions envisagées concernent des matières visées dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment son article 6, et la loi spéciale du 16 janvier 1989 de financement, notamment ses articles 3 à 5, et qu'il convient à ce sujet de bénéficier de l'avis du Conseil d'État sur la question de la compétence de la Région wallonne ;

Considérant enfin, que compte tenu de l'urgence avérée de ce tout qui précède et de l'urgence à garantir et soutenir tant les citoyens wallons que l'économie wallonne dans ce moment de crise inédite, il convient que le présent arrêté soit adopté dans les plus brefs délais et que ceci, en soi, justifie que soit demandé en urgence l'avis de la section de législation du Conseil dans le délai plus court de cinq jours ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PREALABLE

Il est suggéré, même si l'article 3bis, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ne l'impose pas formellement, qu'un rapport au Gouvernement exposant la portée et les implications concrètes de l'arrêté soit publié en même temps que ce dernier, accompagné par l'avis de la section de législation.

FORMALITE PREALABLE

Les articles 1^{er} à 4 contiennent des règles qui sont relatives à des impôts régionaux au sens de la loi spéciale du 16 janvier 1989 'relative au financement des Communautés et des Régions'.

Dans la mesure où l'autorité fédérale assure encore le service de ces impôts pour le compte de la Région wallonne, les règles en question doivent être soumises à la procédure de concertation prévue par l'article 5, § 3, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 et organisée par l'accord de coopération entre l'État fédéral et les Régions du 7 décembre 2001 'relatif à l'échange d'informations dans le cadre de l'exercice de leurs compétences fiscales et aux procédures de concertation concernant l'applicabilité technique des modifications aux impôts régionaux projetées par les Régions et l'applicabilité technique de l'instauration par les Régions de réductions ou d'augmentations générales de l'impôt des personnes physiques dû'.

En l'espèce, il ressort de la délibération du Gouvernement adoptant le projet en première lecture que le Ministre a été chargé, en même temps, d'accomplir cette formalité et de demander l'avis de la section de législation.

L'attention est attirée sur le fait que, si le Gouvernement décidait, pour donner suite à des observations ou suggestions faites lors de l'accomplissement de la procédure de concertation dont il est question ici, d'apporter au projet des modifications qui ne seraient pas destinées à donner suite également à l'avis de la section de législation, celle-ci devrait être saisie à nouveau du dossier en vue de donner un avis sur les dispositions ainsi modifiées.

OBSERVATION GENERALE

Selon l'article 1^{er} du projet,

« [I]es délais de rigueur et de recours fixés par le Code des droits de succession ainsi que par ses arrêtés d'exécution relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, sont prolongés d'une durée de 4 mois à condition que ceux ci expirent entre le 1^{er} novembre 2020 et le 31 décembre 2020 inclus ».

De manière analogue, l'article 4 du projet prévoit que

« [I]es délais de rigueur et de recours fixés par le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ainsi que par ses arrêtés d'exécution relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, sont prolongés d'une durée de 4 mois à condition que ceux ci expirent entre le 1^{er} novembre 2020 et le 31 décembre 2020 inclus ».

Il ressort du préambule que, par ces dispositions, le Gouvernement entend

« adapter [...] certains délais prévus dans les législations relatives aux impôts régionaux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, lorsque la Région wallonne n'en a pas encore repris le service mais que ces délais dépendent de ses compétences ».

Le préambule donne à cet égard des exemples de dispositions, figurant dans le Code des droits de succession ou dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, qui comprennent des délais que les articles 1^{er} et 4 du projet d'arrêté entendent prolonger.

En renvoyant à des délais présentés comme devant répondre à trois conditions, à savoir constituer des délais de rigueur ou de recours, être fixés par le Code des droits de succession, par le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque ou de greffe ou par leurs arrêtés d'exécution, et « relev[er] des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions », les articles à l'examen ne permettent pas de déterminer avec le minimum requis de transparence et de sécurité juridique les délais qu'ils entendent prolonger. La section de législation relève tout spécialement que le point de savoir si la troisième de ces conditions est remplie nécessite une analyse juridique très attentive qui n'est assurément pas, à priori, à la portée de l'ensemble des destinataires du texte.

Le seul fait de fournir, dans le préambule du projet, de simples exemples de dispositions comprenant des délais auxquels les articles à l'examen ont vocation à s'appliquer, ne suffit pas à répondre à la critique.

Il importe de souligner que celle-ci revêt une acuité d'autant plus particulière que les dispositions auxquelles se rapportent les articles à l'examen ont une incidence non négligeable sur la situation juridique d'un grand nombre de citoyens.

Aussi, il y a lieu de revoir le dispositif des articles à l'examen afin de déterminer de manière expresse, précise et exhaustive tous les délais dont la prolongation est envisagée.

Vu l'importance de cette observation, les articles 1^{er} et 4 ne seront pas examinés plus avant.

OBSERVATIONS PARTICULIERESPREAMBULE

1. Les dispositions mentionnées aux alinéas 1^{er} à 3 et 5 à 7 ne fournissent pas de fondement légal au projet. Ces alinéas seront donc omis.
2. Dans l'alinéa 4, devenant l'alinéa 1^{er}, il convient de viser, plus précisément, l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 29 octobre 2020.
3. La mention de l'avis du Conseil d'État figurera après la mention de l'urgence et des motifs qui la justifient et sera rédigé comme suit :
« Vu l'avis n° 68.415/4 du Conseil d'État, donné le 10 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » .

DISPOSITIFArticle 2

L'article en projet implique logiquement, d'une part, que le Gouvernement abroge l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 'relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales' et, d'autre part, qu'il adapte en conséquence l'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté ainsi que l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 24 du 23 avril 2020 'modifiant et prorogeant la période d'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales'.

Le projet sera complété sur ce point.

Article 3

L'article à l'examen serait plus clair s'il était rédigé comme suit :

« Tout droit perçu qui est ramené à zéro pour cent en application de l'article 2 est sujet à restitution ».

Article 5

Dans l'alinéa 2, il convient de préciser quels documents le redevable doit produire pour pouvoir bénéficier de la réduction prévue par le texte.

Article 6

Selon la disposition à l'examen,

« [I]es périodes d'application des articles 1^{er} à 5 du présent arrêté peuvent être prorogées par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires ».

Il importe à cet égard d'observer qu'un arrêté ordinaire du Gouvernement ne suffit pas pour prolonger dans le temps l'application de mesures prévues par un arrêté de pouvoirs spéciaux.

En effet, de par son objet même, un arrêté par lequel le Gouvernement prolonge dans le temps l'application de mesures prévues par un arrêté de pouvoirs spéciaux ne peut être considéré que comme étant lui-même un arrêté de pouvoirs spéciaux, soumis ensuite à confirmation par le législateur.

Aussi, la seule portée de la disposition à l'examen consiste, en réalité, à annoncer qu'un autre arrêté de pouvoirs spéciaux que l'arrêté en projet peut prolonger l'application de celui ci dans le temps.

Une telle annonce, qui est dépourvue de toute portée normative, est inutile.

En outre, la disposition à l'examen est équivoque, en ce qu'elle pourrait donner à penser qu'un arrêté ordinaire du Gouvernement pourrait prolonger l'application de l'arrêté en projet dans le temps.

Elle sera donc omise.

Article 7

Plutôt que de se référer à la date d'adoption de l'arrêté, qui sera vraisemblablement antérieure à sa date de publication au *Moniteur belge*, mieux vaut prévoir que le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, ce qui emportera que les dispositions du projet qui ont vocation à rétroagir aux dates déterminées prévues par ces dispositions, produiront leurs effets à ces dates.

OBSERVATION FINALE

L'arrêté en projet sera complété par un article d'exécution.

Le Greffier
Charles-Henri VAN HOVE

Le Président
Martine BAGUET

Notes

(1) L'accord de coopération du 7 décembre 2001 est rédigé en ce sens qu'il soumet l'adoption de normes législatives à la procédure de concertation qu'il organise. Cependant, sous peine de vider cette procédure de sa substance, il y a lieu de considérer que cet accord s'applique à l'adoption d'arrêtés de pouvoirs spéciaux, dans la mesure où ceux-ci règlent, comme tel est le cas du présent arrêté en projet, des matières relevant normalement des pouvoirs du législateur. Par ailleurs, la disposition qui, à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 29 octobre 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID 19', permet d'adopter des arrêtés de pouvoirs spéciaux sans que « les avis et concertations légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis », ne saurait avoir pour effet de permettre de déroger à l'obligation d'accomplir une formalité qui, telle la procédure de concertation dont il est question ici, est prescrite par une règle répartitrice de compétences et organisée par un accord de coopération entre l'État fédéral et les régions.

(2) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseil-detat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.2 et formule F 3-5-3.

(3) Voir en ce sens l'avis n° 67.577/2 4 donné le 3 juillet 2020 sur un avant projet, devenu projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID 19 (I), observation générale n° 4, Doc. parl., Chambre, 2019 2020, n° 55-1441/1, p. 14, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67577.pdf>.

16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 69 adaptant certaines dispositions fiscales dans le cadre de la crise de la COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 1^{er}, § 1^{er};

Vu le rapport du 18 novembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2020 ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020, et le rebond actuel de cette crise de la COVID-19 ;

Considérant les mesures d'urgence prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels successifs du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et des 1^{er} et 28 novembre 2020 modifiant tous les deux l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 susmentionné, respectivement publiés au *Moniteur belge* des 28 octobre, 1^{er} novembre et 29 novembre 2020 ;

Considérant que les mesures actuelles prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont à nouveau de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services et également priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits et obligations dans le cadre des procédures légales prescrites ;

Considérant qu'il convient de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique et par conséquent de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire ;

Considérant qu'il convient à cet effet d'adapter sans délai certains délais prévus dans les législations relatives aux impôts régionaux visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, lorsque la Région wallonne n'en a pas encore repris le service mais que ces délais dépendent de ses compétences ;

Considérant, dès lors, que diverses dispositions du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, contenues dans les articles 46bis, 53, 53ter, 54, 55, 57, 57bis, 60, 64, 69, 71, 136, 140quinquies, 140octies, 209, 211, 212 et 213, ainsi que diverses dispositions du Code des droits de succession, contenues dans les articles 55sexies, 60bis et 135bis, relèvent de la compétence régionale et comprennent des délais que de nombreux citoyens risquent, à la suite des mesures urgentes de confinement susvisées, de ne pas pouvoir respecter ;

Considérant, en outre, que le législateur fédéral demeure compétent pour modifier les dispositions du Code des droits de succession relatives aux déclarations de succession, au paiement des droits dus, aux moyens de preuve, aux procédures de recouvrement, aux amendes et aux prescriptions, et que l'administration fédérale qui exerce toujours dans ce cadre le service de ces impôts régionaux, a adopté la circulaire 2020/C/138 en date du 13 novembre 2020 relative aux mesures de soutien et aux tolérances administratives concernant les droits d'enregistrement et de succession dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19, par laquelle elle prolonge de quatre mois les échéances qui échoient entre le 1^{er} novembre 2020 et le 31 janvier 2021 ;

Considérant, dès lors, que les mesures wallonnes du présent arrêté visent à préserver dans l'urgence le principe de sécurité juridique de la législation applicable dans l'exercice des droits et des obligations qui incombent tant aux citoyens qu'aux divers services publics concernés ;

Considérant ensuite les impacts économiques majeurs que la crise sanitaire de la COVID-19 provoque au niveau de la Région wallonne, et qu'il relève d'une autorité publique comme la Région wallonne, de garantir et d'assurer en urgence dans le cadre et la limite de ses compétences et de sa capacité d'action, un soutien adéquat aux personnes morales et physiques fortement impactées par cette crise sanitaire majeure ;

Considérant que la fiscalité concerne tous les pans de l'économie et constitue dès lors un outil efficace de soutien économique et financier dans ce contexte de crise majeure ;

Considérant les décisions urgentes prises par le Gouvernement fédéral par le biais des arrêtés ministériels susvisés, de fermeture de l'ensemble des commerces et entreprises non essentiels au fonctionnement minimal de l'Etat, et que notamment pour les raisons évoquées ci-avant, cette crise affecte gravement la capacité financière de nombreuses personnes, tant physiques que morales ;

Considérant que de nombreuses personnes tant physiques que morales sont tenues par des contraintes financières comme les crédits hypothécaires, et qu'en cas de défaut subit de les assumer ou si un risque particulier est subitement identifié dans leur chef, le secteur bancaire risque d'activer les mandats hypothécaires de couverture des emprunts conclus, afin de se prémunir lui-même par la prise d'hypothèques contre les effets potentiellement désastreux de cette crise majeure ;

Considérant que la Région wallonne doit absolument éviter que cette prise de garantie par les banques ne conduise à une détérioration accrue des finances des entreprises et des particuliers, d'autant que cette éventuelle prise de garanties n'aurait pas eu lieu en des circonstances normales ;

Considérant, dès lors, que le meilleur levier d'action est de réduire en urgence exceptionnellement et temporairement à zéro pourcent le droit d'enregistrement, lorsqu'il est localisé en Région wallonne conformément à l'article 5, § 1^{er}, 7^o, premier tiret de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, relatif à la constitution d'une hypothèque sur un bien immobilier, mais uniquement en cas de conversion en hypothèque d'un mandat d'hypothéquer qui existe déjà avant l'entrée en vigueur du présent arrêté afin d'éviter également toute situation d'abus potentiel de cette mesure exceptionnelle de faveur ;

Considérant également l'article premier de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 24 du 23 avril 2020 modifiant et prorogeant la période d'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, qui prévoit une réduction exceptionnelle et temporaire à zéro pourcent du droit d'enregistrement relatif à la constitution d'une hypothèque sur un bien immobilier en cas de conversion en hypothèque d'un mandat d'hypothéquer existant avant le 27 mars 2020 ;

Considérant que la persistance de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et la survenance actuelle d'un rebond sévère de celle-ci conduisent à constater que les motifs justifiant la prise des deux arrêtés précités perdurent largement au-delà des délais initiaux prévus par ceux-ci, et vont perdurer encore durant une longue période, et que, malheureusement, durant la période du 1^{er} mai 2020 à ce jour, la situation économique qui a découlé de cette crise de la COVID-19 n'a en fait connu aucun répit, qu'il n'a pas été observé jusqu'à présent une amélioration dans le temps des différents paramètres économiques, et que la phase de rebond que nous sommes amenés à connaître depuis peu ne laisse rien présager de positif pour notre économie, et ce pour de nombreux mois ;

Considérant dès lors et afin que la prise en charge des difficultés persistantes observées soit globale et responsable, qu'il convient d'agir de manière rétroactive par une disposition applicable à dater du 27 mars 2020 ; ce qui permettra, de manière cohérente, d'éviter de créer une sorte de no man's land économique entre le début de la période d'application de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, qui s'est arrêtée au 30 avril 2020, et ce jour, qui serait fortement dommageable aux personnes concernées ;

Considérant ensuite qu'un autre levier disponible, déjà utilisé à la suite des fermetures obligatoires notamment du secteur HORECA par application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, reste d'alléger la charge fiscale pesant sur les établissements et inhérente à l'exploitation d'appareils automatiques de divertissement ;

Considérant que cette disposition prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité prévoyait que, pour la période imposable 2020, il était octroyé une réduction du montant de la taxe visé à l'article 80 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, à concurrence d'un douzième par mois ou partie de mois au cours duquel l'établissement dans lequel l'appareil était déjà placé, a subi une fermeture contrainte par décision de l'Autorité fédérale ;

Considérant que la réduction était également octroyée sur demande du redevable lorsque le placement de l'appareil était planifié à l'entrée en vigueur de l'arrêté susvisé, mais que celui-ci n'était pas déjà placé, à concurrence d'un douzième par mois ou partie de mois, à dater du moment d'installation initialement prévue, au cours duquel l'établissement dans lequel l'appareil devait être placé, subissait une fermeture contrainte par décision de l'Autorité fédérale.

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2020 relatif à l'application de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 précité, a constaté la fin de la période de fermeture obligatoire pour les différents établissements concernés et a fixé à quatre le nombre de douzièmes ouvrant le droit à un dégrèvement de la taxe ;

Considérant que depuis cet arrêté du 24 septembre 2020, un arrêté ministériel fédéral du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, constate, en ses articles 6 et 8, la fermeture pour le public des établissements relevant du secteur HORECA, les autres établissements de restauration et débits de boissons et les établissements ou les parties des établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et événementiel, en ce compris notamment, les casinos, les salles de jeux automatiques et les bureaux de paris ;

Considérant que deux arrêtés ministériels fédéraux des 1^{er} novembre et 28 novembre 2020 modifiant tous les deux l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 précité, prévoient notamment que les mesures prescrites ci-avant par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 sont d'application jusqu'au 15 janvier 2021 inclus ;

Considérant que l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel fédéral du 28 octobre précité, correspond pratiquement à la fin du mois d'octobre et qu'en conséquence, il faut constater que les établissements concernés ont pu exploiter leurs appareils au cours de la quasi-totalité de ce mois, et que dès lors, un dégrèvement d'un douzième de la taxe afférent à ce mois serait d'une importance inversement proportionnelle à la durée de la fermeture contrainte de ces établissements ;

Considérant également qu'un grand nombre de ces établissements est à nouveau dans une situation extrêmement préoccupante et qu'il convient de leur apporter une aide en urgence ;

Considérant que dans ce contexte, le présent arrêté de pouvoirs spéciaux a pour vocation de renouveler l'objectif de la mesure telle qu'elle avait été prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 susvisé et ce, pour une période qui commence le 1^{er} novembre et qui s'étend jusqu'au 31 décembre 2020, permettant de conclure la période imposable 2020 ;

Considérant ensuite que les mesures visées dans le présent arrêté de pouvoirs spéciaux sont à ce point exceptionnelles qu'il s'indique de pouvoir y mettre fin dès que leur existence ne se justifie plus ;

Considérant que l'article 2, § 1^{er}, du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 prévoit que : « Les arrêtés visés à l'article 1^{er} peuvent être adoptés sans que les avis et concertations légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis.

Le premier alinéa s'applique aux avis de la section de législation du Conseil d'État dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement. Toutefois, si le Gouvernement estime possible de solliciter l'avis du Conseil d'État, il peut le faire, le cas échéant par voie électronique, dans le délai qu'il fixe. » ;

Considérant qu'une partie des dispositions envisagées concernent des matières visées dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment son article 6, et la loi spéciale du 16 janvier 1989 de financement, notamment ses articles 3 à 5, et qu'il convient à ce sujet de bénéficier de l'avis du Conseil d'État sur la question de la compétence de la Région wallonne ;

Considérant enfin, que compte tenu de l'urgence avérée de ce tout qui précède et de l'urgence à garantir et à soutenir tant les citoyens wallons que l'économie wallonne dans ce moment de crise inédite, il convient que le présent arrêté soit adopté dans les plus brefs délais et que ceci, en soi, justifie que soit demandé en urgence l'avis de la section de législation du Conseil dans le délai plus court de cinq jours ;

Vu l'avis n° 68.415/4 du Conseil d'État, donné le 10 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Droits de succession

Article 1^{er}. Les délais visés aux articles 55^{sexies}, 60^{bis} et 135^{bis} du Code des droits de succession qui expirent entre le 1^{er} novembre 2020 et le 31 janvier 2021 inclus sont prolongés d'une durée de 4 mois.

CHAPITRE II. — Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 2. Le droit visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, 7°, a), de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions est ramené à zéro pourcent en cas de conversion en hypothèque d'un mandat d'hypothéquer constaté par acte authentique avant l'entrée en vigueur du présent arrêté de pouvoirs spéciaux, à condition que la conversion ait lieu entre le 27 mars 2020 et le 31 janvier 2021 inclus.

Art. 3. Tout droit perçu qui est ramené à zéro pourcent en application de l'article 2 est sujet à restitution.

Art. 4. Les délais visés aux articles 46^{bis}, 53, 53^{ter}, 54, 55, 57, 57^{bis}, 60, 64, 69, 71, 136, 140^{quinquies}, 140^{octies}, 209, 211, 212 et 213 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe qui expirent entre le 1^{er} novembre 2020 et le 31 janvier 2021 inclus sont prolongés d'une durée de 4 mois.

CHAPITRE III. — Taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 5. Pour les mois de novembre et décembre de la période imposable 2020, il est octroyé une réduction du montant de la taxe visé à l'article 80 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus à concurrence d'un douzième du montant annuel de la taxe par mois.

La réduction prévue à l'alinéa 1^{er} est également octroyée sur demande du redevable lorsque le placement de l'appareil est planifié en novembre ou décembre de la période imposable 2020, mais que celui-ci n'est pas déjà placé, à concurrence d'un douzième du montant annuel de la taxe par mois ou partie de mois, à dater du moment d'installation initialement prévue.

Les réductions prévues aux alinéas 1^{er} et 2 sont appliquées avant application éventuelle des articles 81 et 82 du même Code.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 6. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, confirmé par le décret du 3 décembre 2020 portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19, est abrogé.

Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Les articles 1^{er} et 2 sont applicables » sont remplacés par les mots « L'article 2 est applicable ».

Art. 7. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 24 du 23 avril 2020 modifiant et prorogeant la période d'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales, confirmé par le décret du 3 décembre 2020 portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19, les mots « des articles 1^{er} et 2 » sont remplacés par les mots « de l'article 2 ».

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre des Finances, du Budget, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-Être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/44721]

16. DEZEMBER 2020 — Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 69 zur Anpassung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen im Rahmen der COVID-19-Krise

Bericht an die Regierung über den Entwurf eines Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 69
zur Anpassung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen im Rahmen der COVID-19-Krise

1. Allgemeine Präsentation:

Die außergewöhnliche Gesundheitskrise im Zusammenhang mit COVID-19, die Belgien derzeit erlebt, und die aktuellen und zukünftigen Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung werden wahrscheinlich jede Form von Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verzögern. Die WHO stuft die COVID-19-Krise seit dem 11. März 2020 offiziell als Pandemie ein.

Diese Krise führte insbesondere zu den Eindämmungsmaßnahmen, die von der föderalen Regierung durch die aufeinanderfolgenden ministeriellen Erlasse vom 13., 18. und 23. März 2020 sowie vom 3. und 17. April 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 ergriffen wurden, die jeweils im Belgischen Staatsblatt vom 13., 18. und 23. März 2020 sowie vom 3. und 17. April 2020 veröffentlicht wurden.

In der zweiten Welle, die wir derzeit erleben, ergriff die Föderalregierung neue einschränkende Maßnahmen durch die aufeinanderfolgenden ministeriellen Erlasse vom 28. Oktober, 1. November und 28. November 2020, die alle drei Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung von COVID-19 enthalten, und die jeweils im Belgischen Staatsblatt vom 28. Oktober, 1. November und 29. November 2020 veröffentlicht wurden.

Diese mehrfachen Verlängerungen der Notfallmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 sind jeweils die Folge von Entscheidungen des Nationalen Sicherheitsrates, der die verschiedenen Regierungsebenen zur effektiven Koordination des Kampfes gegen die Pandemie zusammenführt. Diese Entscheidungen beruhen ihrerseits auf Expertengutachten wissenschaftlicher Sachverständiger, die den weiteren Handlungsbedarf angesichts der sich ändernden Gesundheitsbedingungen hinreichend belegen.

Die derzeitigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung verzögern erneut jede Art von Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region, was die reibungslose Arbeitsweise der verschiedenen öffentlichen Dienste beeinträchtigt, bestimmte Dienste sogar zum Erliegen bringt, und den Bürgern ebenfalls die Möglichkeit nehmen könnte, ihre Rechte und Pflichten auf dem vorgeschriebenen Rechtsweg effektiv und effizient geltend zu machen.

Dies alles hat zur Folge, dass diese COVID-19-Gesundheitskrise immer noch erhebliche wirtschaftliche Auswirkungen hat und es in der Verantwortung einer öffentlichen Behörde wie der Wallonischen Region liegt, im Rahmen und innerhalb der Grenzen ihrer Zuständigkeiten und ihrer Handlungsfähigkeit eine angemessene Unterstützung für juristische und natürliche Personen zu gewährleisten, die stark betroffen sind.

In dieser Hinsicht betrifft das Steuerwesen alle Wirtschaftsbereiche und stellt und daher ein wirksames Instrument zur wirtschaftlichen und finanziellen Unterstützung dar.

Schließlich weist auch die am 11. Dezember 2020 beim föderalen Minister der Finanzen eingegangene Stellungnahme zur technischen Durchführbarkeit der Maßnahmen gemäß Artikel 5 § 3 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen auf keine technische Unmöglichkeit der Durchführung der geplanten Maßnahmen hin.

2. Kommentare zu den Artikeln:

2.1. Artikel 1

In der aktuellen Situation ist es wichtig, dass der Grundsatz der Gleichheit gewahrt und die Rechtssicherheit aufrechterhalten werden, und dass demnach die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, damit kein Bürger infolge der Auswirkungen der Gesundheitskrise weder bei der Ausübung seiner Rechte noch bei der Erfüllung seiner Verpflichtungen verhindert wird.

In diesem Zusammenhang sollten bestimmte Fristen, die in den Rechtsvorschriften in Bezug auf regionale Steuern im Sinne von Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen vorgesehen sind, angepasst werden, wenn die Wallonische Region den Dienst dafür noch nicht übernommen hat, diese Fristen jedoch tatsächlich ihrer Zuständigkeit unterliegen;

Es ist interessant festzustellen, dass, wie in der vom Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen zum vorliegenden Entwurf vorgelegten technischen Machbarkeitsstudie vermerkt, der föderale Gesetzgeber, der nach wie vor für den Steuerdienst zuständig ist, für die Änderung der Bestimmungen des Erbschaftssteuergesetzbuchs in Bezug auf die Erbschaftsteuererklärungen, die Zahlung der fälligen Abgaben, die Beweismittel, die Erhebungsverfahren, die Bußgelder und die Verordnungen zuständig bleibt. In ihrem Föderalen Rundschreiben 2020/C/138 vom 13. November 2020 über Unterstützungsmaßnahmen und administrative Toleranzen bezüglich der Registrierungs- und Erbschaftsgebühren im Rahmen der Gesundheitskrise im Zusammenhang mit COVID-19 hat sie die Verlängerung der Fristen für die Registrierung und Zahlung um vier Monate vorgesehen, die zwischen dem 1. November 2020 und dem 31. Januar 2021 ablaufen.

Die regionalen Fristen, auf die in diesem Artikel Bezug genommen wird, sind die Artikel 55*sexies*, 60*bis* und 135*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuches, und viele Bürger laufen Gefahr, sie nicht einhalten zu können, insbesondere aufgrund von Notmaßnahmen des föderalen Staates. Aus diesem Grund zielt dieser Artikel darauf ab, den Grundsatz der Rechtssicherheit der anzuwendenden Gesetzgebung bei der Ausübung der Rechte und Pflichten sowohl der Bürger als auch der verschiedenen betroffenen öffentlichen Dienste zu wahren.

Zweitens und um dem letzten föderalen ministeriellen Erlass vom 28. November 2020 zur Änderung des ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 Rechnung zu tragen, der die föderalen Notfallmaßnahmen über den 31. Dezember 2020 hinaus verlängert, und um der Forderung des Föderalen Öffentlichen Dienstes der Finanzen in seiner Stellungnahme zur technischen Durchführbarkeit nachzukommen, die Anwendungszeiträume der Verlängerungsmaßnahmen aus operativen Gründen zusammenfallen zu lassen, wird vorgesehen, dass dieser Artikel für die Fristen gilt, die zwischen dem 1. November 2020 und dem 31. Januar 2021 ablaufen.

Schließlich wird, wie vom Staatsrat in seinem Gutachten Nr. 68.415/4 vom 10. Dezember 2020 gefordert, die restriktive Liste der von der 4-monatigen Verlängerung betroffenen Fristen direkt in den Mechanismus aufgenommen. Diese Auflistung enthält die bereits im o.g. Föderalen Rundschreiben 2020/C/138 genannten Bestimmungen und schafft damit Rechtssicherheit für deren Anwendung.

2.2. Artikel 2

Es ist klar, dass die von der Föderalen Regierung zu Recht getroffenen Entscheidungen, alle Geschäfte und Unternehmen zu schließen, die keine entscheidende Rolle für das minimale Funktionieren des Staates spielen, und die Bevölkerung einzuschränken, die finanzielle Leistungsfähigkeit vieler Personen, sowohl natürlicher als auch juristischer, ernsthaft beeinträchtigen. Und viele von ihnen sind durch finanzielle Verpflichtungen wie Hypothekarkredite gebunden, wobei der Bankensektor im Falle einer Nichterfüllung oder der Feststellung eines besonderen Risikos bei den vorerwähnten Personen Hypothekenvollmachten zur Deckung der aufgenommenen Kredite aktivieren könnte, um sich selbst durch die Aufnahme von Hypotheken gegen die potenziell katastrophalen Auswirkungen dieser großen Krise zu schützen.

Wie bei der ersten Welle dieser Krise liegt es in der Verantwortung der Region, dafür zu sorgen, dass die Inanspruchnahme von Sicherheitsleistungen durch die Banken zu einer weiteren Verschlechterung der Finanzlage von Unternehmen und Privatpersonen führt, und dies umso mehr, dass diese mögliche Inanspruchnahme von Sicherheitsleistungen unter normalen Umständen nicht eingetreten wäre.

Und der beste Ansatzpunkt in diesem Punkt bleibt, die Registrierungsgebühr ausnahmsweise und zeitweilig auf null Prozent zu senken, wenn diese Gebühr in der Wallonischen Region zahlbar ist gemäß Artikel 5 § 1 Ziffer 7, erster Gedankenstrich des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen in Bezug auf die Bestellung einer Hypothek an einem unbeweglichen Gut, jedoch nur im Falle der Umwandlung einer vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bereits bestehenden Hypothekenvollmacht in eine Hypothek, um auch jede Situation eines potentiellen Missbrauchs dieser außergewöhnlichen Vergünstigungsmaßnahme zu vermeiden.

Interessant ist, wie in der technischen Machbarkeitsstudie, die der Föderale Öffentliche Dienst Finanzen zum vorliegenden Entwurf vorgelegt hat, angemerkt wird, dass die Festsetzung der anwendbaren Proportionalgebühr auf null Prozent nicht zu einer Erhebungsgebühr von null führt. In der Tat, gemäß Artikel 167 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren „darf der Betrag der auf eine Urkunde oder Erklärung zu erhebenden Proportionalgebühr nicht geringer sein als die allgemeine festgesetzte Gebühr“, die regionale Proportionalgebühr, die erhoben wird, ist dann ein Betrag in Höhe von fünfzig Euro. Dieser Betrag erscheint in Anbetracht der zu erledigenden Verwaltungformalitäten nicht unverhältnismäßig.

Darüber hinaus und aus Gründen der Kohärenz mit dem Anwendungszeitraum der Artikel 1 und 4 dieses Erlasses zur Erleichterung der Umsetzung auf der Ebene des Föderalen Öffentlichen Dienstes der Finanzen ist vorgesehen, dass die Maßnahme für alle bis zum 31. Januar 2021 durchgeführten Umwandlungen angewendet wird.

Schließlich, und als Antwort auf die Bemerkung des Staatsrates in seinem Gutachten Nr. 68.415/4 vom 10. Dezember 2020, und da dieser Artikel ab dem 27. März 2020 gilt, um alle Fälle der Umwandlung von Hypothekenmandaten seit Beginn der Geltungsdauer der Maßnahme zu erfassen, die in Artikel 1 des Sondervollmächtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen (im Folgenden Erlass Nr. 10) vorgesehen war, ist außerdem vorgesehen, Artikel 1 des Erlasses Nr. 10 aufzuheben und sowohl Artikel 4 dieses Erlasses als auch Artikel 2 des Sondervollmächtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 24 vom 23. April 2020 zur Änderung und Verlängerung des Zeitraums der Anwendung der Artikel 1 und 2 des Sondervollmächtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen zu korrigieren. Die Anwendung des kommentierten Mechanismus umfasst die bereits in Artikel 1 des o. g. Erlasses Nr. 10 genannten Umwandlungen.

2.3. Artikel 3

Um Artikel 2 dieser Verordnung zu entsprechen, sollte berücksichtigt werden, dass Umwandlungen von Hypothekenvollmachten nach dem 1. Mai 2020 - also nach dem Ende der Geltungsdauer von Artikel 1 des Sondervollmachtenerlasses Nr. 10 - stattgefunden haben können und dass es daher darum geht, die Rückerstattung der in diesem Zusammenhang erhobenen Proportionalgebühren zuzulassen, da dieser Sondervollmachtenerlassvorsieht, dass diese auf null Prozent festgesetzt werden.

Die Bemerkung des Staatsrates in seinem Gutachten Nr. 68.415/4 vom 10. Dezember 2020 wurde berücksichtigt.

2.4. Artikel 4

Es wird auf den Kommentar zu Artikel 1 des vorliegenden Erlasses verwiesen, mit dem Unterschied, dass die relevanten Artikel des Gesetzbuches über die Eintragungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren die Artikel 46bis, 53, 53ter, 54, 55, 57, 57bis, 60, 64, 69, 71, 136, 140quinquies, 140octies, 209, 211, 212 und 213 sind.

2.5. Artikel 5

Ein weiterer verfügbarer Ansatzpunkt, der bereits in der ersten Welle im gleichen Zusammenhang mit Zwangsschließungen nicht nur des HORECA-Sektors (Hotel- und Gaststättengewerbe), sondern auch anderer Gastronomie- und Schankbetriebe sowie von Betrieben oder Teilen von Betrieben des Kultur-, Fest-, Sport-, Freizeit- und Veranstaltungssektors, darunter insbesondere Kasinos, Spielhallen und Wettbüros, eingesetzt wurde, ist die Reduzierung der Steuerbelastung von Betriebsstätten, die mit dem Betrieb von Spielautomaten verbunden sind. Diese Besteuerung von Spielautomaten, wie sie in Artikel 76 des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern vorgesehen ist, ist eine pauschale Jahressteuer in einer Höhe, die erheblich sein kann, wenn die Automaten nicht genutzt werden. Der Region steht somit ein wirksames Mittel zur Verfügung, um die Steuerbelastung durch diese jährliche Pauschalsteuer zu verringern, indem die betreffenden Monate der vorübergehenden Verpflichtung zur Eingrenzung und Schließung der betroffenen Betriebe ausgenommen werden.

Leider befindet sich eine große Anzahl dieser Betriebe erneut in einer äußerst besorgniserregenden Situation und benötigt dringend Hilfe. Daher wurde beschlossen, die Bestimmung zu reaktivieren, die eine Ermäßigung des Betrags der in Artikel 80 des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern genannten Steuer bis zu 1/12 pro Monat oder Teil eines Monats vorsieht, in dem der Betrieb, in der sich der Automat bereits befindet, aufgrund dieser schweren Krise zur Schließung gezwungen ist, und zwar vor der Anwendung etwaiger anderer Ermäßigungen, die gemäß Artikel 81 oder 82 desselben Gesetzbuches gewährt werden.

Dasselbe gilt für den Betrieb, der unter denselben Umständen geschlossen wurde und in dem die Installation eines solchen Automaten geplant war, bis zu 1/12 des Betrags der in Artikel 80 desselben Gesetzbuchs genannten Steuer pro Monat oder Teil eines Monats ab dem Zeitpunkt der Installation während des Zeitraums der durch diese schwere Krise erzwungenen Schließung.

Die Maßnahme tritt jedoch zum 1. November 2020 in Kraft und nicht zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des föderalen Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober, mit dem die ersten Notmaßnahmen der zweiten Welle wieder in Kraft gesetzt wurden (d. h. am 29. Oktober 2020), da dieses Inkrafttreten praktisch dem Ende des Monats Oktober entspricht und somit die betroffenen Betriebe ihre Automaten fast während des gesamten Monats betreiben konnten und dass somit eine Entlastung um ein Zwölftel der Steuer für diesen Monat proportional zur Dauer der Zwangsschließung dieser Betriebe steht. Gegenstand dieses Artikels ist daher die Erneuerung des Ziels der Maßnahme, so wie sie in Artikel 3 des oben genannten Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 vorgesehen war, und zwar für einen Zeitraum, der am 1. November anfängt, und am 31. Dezember 2020 endet.

Schließlich, und als Antwort auf die Bemerkung des Staatsrats in seinem Gutachten Nr. 68.415/4 vom 10. Dezember 2020, welche Dokumente der Steuerpflichtige vorlegen muss, um von der in Absatz 2 dieses Artikels vorgesehenen Ermäßigung profitieren zu können, ist es wichtig, zunächst festzustellen, dass der Grund, warum die Erstattung nicht automatisch durch den Öffentlichen Dienst der Wallonie Steuerwesen (im Folgenden ÖDW-S) erfolgen kann, anders als in Absatz 1 vorgesehen, in der Mechanik der Besteuerung selbst liegt. In der Tat wird die Steuer für jedes angefangene Quartal festgelegt (vgl. Artikel 82 des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern), und die Verwaltung kennt nicht den genauen Monat der Installation, die ursprünglich für das letzte Quartal 2020 geplant war, und weiß daher nicht, wie sie den Betrag der Rückerstattung automatisch bestimmen soll. Um den tatsächlich gewährten Vorteil berechnen zu können, der je nachdem, ob die Installation zunächst für November oder Dezember geplant ist, unterschiedlich ausfällt, muss dem ÖDW-S ein ausdrücklicher Nachweis durch den Steuerpflichtigen vorliegen. Diese können z. B. die Form einer Bestellung haben, der eine Bescheinigung über die Unmöglichkeit der Lieferung oder des Einbaus durch den Lieferanten beigefügt ist, sie können aber auch andere Formen annehmen, wie z. B. den Schriftverkehr zwischen dem Steuerpflichtigen und seinem Lieferanten. Es ist nicht die Absicht dieses Artikels, die Möglichkeit eines Steuerzahlers, einen Nachweis über die Verschiebung der Installation seines Spielautomaten zu erbringen, in einem bestimmten Format zu fixieren und damit zu riskieren, dass er im Falle der Nichtvorlage eines formal erforderlichen Dokuments die Maßnahme nicht in Anspruch nehmen kann, insbesondere in dieser Zeit, in der viele natürliche und juristische Personen organisatorische Schwierigkeiten haben.

2.6. Artikel 6

Es wird auf den Kommentar zu Artikel 2 verwiesen.

Es ist ebenfalls wichtig zu präzisieren, dass die geplante Änderung keine rückwirkende Anpassung des Zeitraums der Aussetzung von Artikel 212 des Gesetzes über die Eintragungsgebühren zur Folge hat, wie in Artikel 4, Absatz 1, des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen vorgesehen ist.

2.7. Artikel 7

Es wird auf den Kommentar zu Artikel 2 verwiesen.

Es ist ebenfalls wichtig zu präzisieren, dass die geplante Änderung keine rückwirkende Anpassung des Zeitraums der Aussetzung von Artikel 212 des Gesetzes über die Eintragungsgebühren zur Folge hat, wie in Artikel 2 des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 24 vom 23. April 2020 zur Änderung und Verlängerung des Zeitraums der Anwendung der Artikel 1 und 2 des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen vorgesehen ist.

2.8. Artikel 8

Die Bemerkung des Staatsrats in seinem Gutachten Nr. 68.415/4 vom 10. Dezember 2020 wird durch das Inkrafttreten dieses Erlasses am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt berücksichtigt.

STAATSRAT
Gesetzgebungsabteilung:

Gutachten 68.415/4 vom 10. Dezember 2020 zum Entwurf eines Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. XX zur Anpassung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen im Rahmen der COVID-19-Krise.

Am 3. Dezember 2020 wurde der Staatsrat, Gesetzgebungsabteilung, vom Minister für Haushalt und Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region aufgefordert, innerhalb von fünf Arbeitstagen ein Gutachten zu einem Entwurf eines Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. XX "zur Anpassung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen im Rahmen der COVID-19-Krise" abzugeben.

Der Entwurf wurde am 10. Dezember 2020 von der Vierten Kammer geprüft. Die Kammer setzte sich zusammen aus Martine Baguet, Präsidentin der Kammer, Luc Cambier und Bernard Blero, Staatsräte, und Charles-Henri Van Hove, Greffier-Anwärter.

Der Bericht wurde von Benoît Jadot, dem ersten Auditor-Abteilungsleiter, vorgekegt.

Das Gutachten, dessen Wortlaut nachfolgend wiedergegeben wird, wurde am 10. Dezember 2020 abgegeben.

*

Gemäß Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, muss das Ersuchen um ein Gutachten ausdrücklich die Gründe angeben, die seine Dringlichkeit rechtfertigen.

Das Schreiben lautet wie folgt:

„In Anbetracht der Einstufung des Coronavirus COVID-19 als Pandemie durch die WHO am 11. März 2020 und des aktuellen Wiederauflebens dieser COVID-19-Krise;

In Anbetracht der von der Föderalregierung durch die oben erwähnten aufeinanderfolgenden ministeriellen Erlasse vom 28. Oktober und 1. November 2020 getroffenen Dringlichkeitsmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung von COVID-19, die jeweils im Belgischen Staatsblatt vom 28. Oktober bzw. 1. November 2020 veröffentlicht wurden;

In Anbetracht dessen, dass die derzeitigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung erneut dazu neigen, sämtliche Formen von Aktivitäten auf dem Gebiet der Wallonischen Region zu verlangsamen, das ordnungsgemäße Funktionieren der verschiedenen öffentlichen Dienste zu beeinträchtigen und sogar bestimmte Dienste lahmzulegen, und auch den Bürgern die Möglichkeit zu nehmen, ihre Rechte und Pflichten im Rahmen der vorgeschriebenen rechtlichen Verfahren sinnvoll und wirksam geltend zu machen;

In Anbetracht dessen, dass der Grundsatz der Gleichheit gewahrt und die Rechtssicherheit aufrechterhalten werden müssen, und dass demnach die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, damit kein Bürger infolge der Auswirkungen der Gesundheitskrise weder bei der Ausübung seiner Rechte noch bei der Erfüllung seiner Verpflichtungen verhindert wird;

In Anbetracht dessen, dass zu diesem Zweck bestimmte Fristen, die in den Rechtsvorschriften über die regionalen Steuern gemäß Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen vorgesehen sind, unverzüglich anzupassen sind, wenn die Wallonische Region den Dienst noch nicht übernommen hat, diese Fristen jedoch von ihren Befugnissen abhängen;

In Anbetracht dessen, dass verschiedene Bestimmungen des Gesetzbuches über Eintragungs-, Hypotheken- und Gerichtsregistergebühren, insbesondere die Artikel 46*bis*, 53*ter*, 54, 55, 57*bis*, 60, 64, 69, 71, 136, 140*quinquies*, 140*octies*, 209, 211, 212 und 213, sowie verschiedene Bestimmungen des Gesetzbuches über Erbschaftsrechte, insbesondere die Artikel 55*sexies*, 60*bis* und 135*bis*, in die regionale Zuständigkeit fallen und Fristen enthalten, die viele Bürger aufgrund der oben erwähnten dringenden Lockdown-Maßnahmen möglicherweise nicht einhalten können;

In Anbetracht dessen, dass dies sowohl strenge Fristen betrifft, d. h. in Rechtsvorschriften festgelegte Fristen, die nicht verlängert werden dürfen, als auch Rechtsmittelfristen, d. h. Fristen, innerhalb derer ein Schuldner beschließen kann, eine Verwaltungsentscheidung anzufechten;

In Anbetracht dessen, dass die föderale Verwaltung, die immer noch die Zuständigkeit für diese regionalen Steuern hat, das Rundschreiben 2020/C/138 vom 13. November 2020 über Unterstützungsmaßnahmen und administrative Toleranzen bezüglich der Registrierungs- und Erbschaftsgebühren im Rahmen der Gesundheitskrise im Zusammenhang mit [COVID]-19 herausgegeben hat, mit dem sie die Fristen, die zwischen dem 1. November 2020 und dem 31. Januar 2021 liegen, um vier Monate verlängert hat;

In Anbetracht dessen, dass die wallonischen Maßnahmen dieses Erlasses daher darauf abzielen, den Grundsatz der Rechtssicherheit der anzuwendenden Gesetzgebung bei der Ausübung der Rechte und Pflichten sowohl der Bürger als auch der verschiedenen betroffenen öffentlichen Dienste dringend zu wahren;

In Anbetracht der erheblichen wirtschaftlichen Auswirkungen, die die COVID-19-Gesundheitskrise auf Ebene der Wallonischen Region verursacht, und in Erwägung der Tatsache, dass es die Aufgabe einer öffentlichen Behörde wie der Wallonischen Region ist, im Rahmen und innerhalb der Grenzen ihrer Zuständigkeiten und ihrer Handlungsfähigkeit dringend eine angemessene Unterstützung für juristische und natürliche Personen zu gewährleisten, die von dieser schweren Gesundheitskrise stark betroffen sind;

In Anbetracht dessen, dass das Steuerwesen alle Wirtschaftsbereiche betrifft und daher ein wirksames Instrument zur wirtschaftlichen und finanziellen Unterstützung in diesem Kontext einer schwerwiegenden Krise darstellt;

In Anbetracht der dringenden Entscheidungen, die die Föderalregierung durch die oben genannten ministeriellen Erlasse getroffen hat, sämtliche Geschäfte und Unternehmen zu schließen, die nicht für eine Mindestfunktionsweise des Staates unerlässlich sind, und in Anbetracht der Tatsache, dass diese Krise, insbesondere aus den oben genannten Gründen, die finanzielle Leistungsfähigkeit vieler Menschen, sowohl natürlicher als auch juristischer, ernsthaft beeinträchtigt;

In Anbetracht dessen, dass zahlreiche natürliche und juristische Personen durch finanzielle Verpflichtungen wie Hypothekarkredite gebunden sind und dass der Bankensektor bei deren plötzlicher Nichterfüllung oder bei Feststellung eines besonderen Risikos bei den vorerwähnten Personen, Hypothekenvollmachten zur Deckung der abgeschlossenen Kredite aktivieren könnte, um sich selbst durch die Aufnahme von Hypotheken gegen die potenziell katastrophalen Auswirkungen dieser schwerwiegenden Krise zu schützen;

In Anbetracht der Tatsache, dass die Wallonische Region unbedingt verhindern muss, dass die Übernahme von Bürgschaften durch Banken zu einer weiteren Verschlechterung der Finanzen von Unternehmen und Privatpersonen führt, und dass diese außergewöhnliche Situation einer möglichen Übernahme von Bürgschaften unter normalen Umständen nicht eingetreten wäre;

In Anbetracht der Tatsache, dass es die beste Hebelwirkung ist, die Eintragungsgebühr ausnahmsweise und vorübergehend auf null Prozent zu senken, wenn sie sich in der Wallonischen Region gemäß Artikel 5, § 1, 7^o, erster Gedankenstrich des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen befindet, in Bezug auf die Bestellung einer Hypothek auf eine Immobilie, jedoch nur im Falle der Umwandlung eines bereits vor Inkrafttreten dieses Erlasses bestehenden Hypothekenauftrags in eine Hypothek, um auch jede Situation eines möglichen Missbrauchs dieser außergewöhnlichen Begünstigungsmaßnahme zu vermeiden;

In Anbetracht des Artikels 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die vorübergehende Aussetzung bestimmter Steuervorschriften, geändert durch den Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 24 vom 23. April 2020 zur Änderung und Verlängerung des Anwendungszeitraums der Artikel 1 und 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die vorübergehende Aussetzung bestimmter Steuervorschriften, die eine ausnahmsweise und vorübergehende Reduzierung der Eintragungsgebühr für die Bestellung einer Hypothek auf eine Immobilie auf 0 % vorsieht, wenn ein vor dem 27. März 2020 bestehendes Hypothekenmandat in eine Hypothek umgewandelt wird;

In Anbetracht dessen, dass das Fortbestehen der mit COVID-19 verbundenen Gesundheitskrise und das derzeitige Auftreten einer schweren Krisenwelle zu der Feststellung führen, dass die Gründe, die den Erlass der beiden vorgenannten Verordnungen rechtfertigen, weit über die in diesen vorgesehenen ursprünglichen Fristen hinaus andauern und noch lange andauern werden, und zwar leider auch in der Zeit vom 1. Mai 2020 bis heute, dass die aus der COVID-19-Krise resultierende wirtschaftliche Situation in der Tat keine Atempause erfahren hat, dass sich die verschiedenen wirtschaftlichen Parameter im Laufe der Zeit bis heute nicht verbessert haben und dass die erneute Krisenwelle, die wir in letzter Zeit erlebt haben, für unsere Wirtschaft für viele Monate nichts Gutes verheißt;

In Anbetracht dessen, dass es daher, und um sicherzustellen, dass die festgestellten anhaltenden Schwierigkeiten auf umfassende und verantwortungsvolle Weise behandelt werden, auch angebracht ist, rückwirkend ab dem 27. März 2020 zu handeln; dies wird es auf konsequente Weise ermöglichen, zu vermeiden, dass eine Art wirtschaftliches Niemandsland zwischen dem Inkrafttreten des oben genannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 und heute entsteht, das für die betroffenen Personen sehr schädlich ist;

In Anbetracht dessen bleibt ein weiterer verfügbarer Hebel, der bereits nach den obligatorischen Schließungen insbesondere des HORECA-Sektors (Hotel- und Gaststättengewerbe) durch die Anwendung von Artikel 3 des oben genannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 genutzt wurde, um die steuerliche Belastung der Unternehmen zu verringern, die mit dem Betrieb von Spielautomaten verbunden ist;

In Anbetracht dessen, dass diese Bestimmung in Artikel 3 des oben genannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 vorsah, dass für den Besteuerungszeitraum 2020 eine Ermäßigung des in Artikel 80 des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern genannten Steuerbetrags bis zu einem Zwölftel für jeden Monat oder Teil eines Monats gewährt wurde, in dem das Unternehmen, in dem sich der Automat bereits befand, durch Entscheidung der föderalen Behörde geschlossen wurde;

In Anbetracht dessen, dass die Ermäßigung auch dann auf Antrag des Zahlungspflichtigen gewährt wurde, wenn die Installation des Automaten bei Inkrafttreten des oben genannten Erlasses geplant war, der Automat aber noch nicht aufgestellt war, bis zu einem Zwölftel je angefangenem Monat, ab dem Zeitpunkt der ursprünglich geplanten Installation, in dem der Betrieb, in dem der Automat aufgestellt werden sollte, durch Entscheidung der föderalen Behörde geschlossen wurde;

In Anbetracht dessen, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2020 über die Anwendung von Artikel 4, Absatz 2, des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen, das Ende der Zwangsschließungsperiode für alle betroffenen Einrichtungen festgelegt und der Anspruch auf einen Steuernachlass auf vier Zwölftel angesetzt wird;

In Anbetracht dessen, dass seit diesem Erlass vom 24. September 2020 die Artikel 6 und 8 des föderalen ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 die Schließung für die Öffentlichkeit der Betriebe des HORECA-Sektors (Hotel- und Gaststättengewerbe) sowie sonstiger Gaststättenbetriebe und Schankstätten sowie von Einrichtungen beziehungsweise Teilen von Einrichtungen in den Bereichen Kultur, Festlichkeiten, Sport, Freizeit und Veranstaltungen, insbesondere einschließlich der Casinos, Spielhallen und Wettbüros bestimmen;

In Anbetracht dessen, dass ein föderaler ministerieller Erlass vom 1. November 2020 zur Änderung des oben genannten ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 den ministeriellen Erlass vom 28. Oktober 2020 angepasst hat und insbesondere in Artikel 12 vorsieht, dass die durch den ministeriellen Erlass vom 28. Oktober 2020 vorgeschriebenen Maßnahmen bis einschließlich 13. Dezember 2020 gelten;

In Anbetracht dessen, dass das Inkrafttreten des oben erwähnten föderalen ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober praktisch dem Ende des Monats Oktober entspricht und folglich festzustellen ist, dass die betroffenen Betriebe ihre Automaten fast während des gesamten Monats betreiben konnten und dass somit eine Entlastung um ein Zwölftel der Steuer für diesen Monat proportional zur Dauer der Zwangsschließung dieser Betriebe steht;

In Anbetracht dessen, dass sich eine große Anzahl dieser Betriebe wieder einmal in einer äußerst besorgniserregenden Situation befindet und dass ihnen Soforthilfe gewährt werden sollte;

In Anbetracht dessen, dass der vorliegende Sondervollmächtererlass in diesem Kontext beabsichtigt, das Ziel der Maßnahme zu erneuern, so wie sie in Artikel 3 des oben genannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 vorgesehen war, und zwar für einen Zeitraum, der am 1. November beginnt und am 31. Dezember 2020 endet, um auf diese Weise den Besteuerungszeitraum 2020 abzuschließen;

In Anbetracht dessen, dass die in dem vorliegenden Sondervollmächtererlass genannten Maßnahmen derart außergewöhnlich sind, dass die Möglichkeit gegeben sein muss, sie rückgängig zu machen, sobald sie nicht mehr gerechtfertigt sind;

In Anbetracht dessen, dass es angebracht ist, die Möglichkeit vorzusehen, dass die Regierung angesichts des Fortbestehens der COVID-19-Krise die Anwendung der Maßnahmen dieses Sondervollmächtererlasses auch nach dem Ende der besagten Sondervollmachten durch einen Erlass verlängert, mit dem die Regierung deren Notwendigkeit angesichts der Entwicklung der sanitären Bedingungen rechtfertigt;

In Anbetracht dessen, dass in Artikel 2 § 1 des Erlasses vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 Folgendes vorgesehen wird: „Die in Artikel 1 genannten Erlasse können verabschiedet werden, ohne dass die gesetzlich oder verordnungsrechtlich erforderlichen Stellungnahmen und Konzertierungen eingeholt wurden. Absatz 1 findet Anwendung auf die Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates in den von der Regierung besonders begründeten Fällen. Hält es die Regierung jedoch für möglich, das Gutachten des Staatsrates einzuholen, so kann sie dies, wenn nötig auf elektronischem Wege, innerhalb der von ihr gesetzten Frist tun.

In Anbetracht dessen, dass ein Teil der beabsichtigten Bestimmungen Angelegenheiten betrifft, die Gegenstand des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere seines Artikels 6, und des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, insbesondere seiner Artikel 3 bis 5, sind, und dass diesbezüglich ein Gutachten des Staatsrats über die Frage der Zuständigkeit der Wallonischen Region einzuholen ist;

In Anbetracht der erwiesenen Dringlichkeit der zuvor genannten Punkte und der Dringlichkeit, sowohl die wallonischen Bürger als auch die wallonische Wirtschaft in dieser Zeit einer noch nie dagewesenen Krise zu versichern und zu unterstützen, ist es erforderlich, dass dieser Erlass so schnell wie möglich verabschiedet wird, was an sich schon rechtfertigt, innerhalb der kürzeren Frist von fünf Tagen das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates einzuholen;

Da das Ersuchen um ein Gutachten auf der Grundlage von Artikel 84, § 1, Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze „über den Staatsrat“ eingereicht wird, beschränkt die Gesetzgebungsabteilung ihre Prüfung auf die Rechtsgrundlage des Entwurfs, auf die Zuständigkeit des Verfassers des Rechtsakts und auf die Erfüllung der vorausgehenden Formalitäten, gemäß Artikel 84 § 3, der genannten koordinierten Gesetze.

Zu diesen drei Punkten gibt der Entwurf Anlass zu folgenden Überlegungen.

VORLÄUFIGE BEOBACHTUNG

Es wird vorgeschlagen, dass, auch wenn Artikel 3bis § 1 Absatz 2 der koordinierten Gesetze „über den Staatsrat“ dies nicht formell vorschreibt, gleichzeitig mit dem Erlass ein Bericht an die Regierung veröffentlicht werden sollte, in dem die Tragweite und die konkreten Auswirkungen des Erlasses dargelegt werden, zusammen mit dem Gutachten der Gesetzgebungsabteilung.

VORLÄUFIGE FORMALITÄT

Die Artikel 1 bis 4 enthalten Regelungen, die sich auf regionale Steuern im Sinne des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 „über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen“ beziehen.

Sofern die föderale Behörde diese Steuern noch im Namen der Wallonischen Region verwaltet, müssen die betreffenden Regelungen dem in Artikel 5, § 3, Absatz 3 vorgesehenen Konzertationsverfahren des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 unterzogen werden und durch die Kooperationsvereinbarung zwischen dem Föderalstaat und den Regionen vom 7. Dezember 2001 „in Bezug auf den Informationsaustausch bei der Ausübung ihrer Steuerbefugnisse und der Konzertationsverfahren bezüglich der technischen Anwendbarkeit der von den Regionen geplanten Änderungen der regionalen Steuern und der technischen Anwendbarkeit der Einführung allgemeiner Ermäßigungen oder Erhöhungen der fälligen Einkommensteuer durch die Regionen“ organisiert werden.

Im vorliegenden Fall geht aus dem Beschluss der Regierung, die den Entwurf in erster Lesung angenommen hat, hervor, dass der Minister gleichzeitig angewiesen wurde, diese Formalität zu erfüllen und das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung einzuholen.

Es wird darauf hingewiesen, dass, wenn die Regierung beschließen würde, aufgrund von Anmerkungen oder Vorschlägen, die während des hier erwähnten Konzertationsverfahrens gemacht wurden, Änderungen am Entwurf vorzunehmen, die nicht auch das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung entsprechen, diese erneut konsultiert werden müsste, um ein Gutachten zu den so geänderten Bestimmungen abzugeben.

ALLGEMEINE ANMERKUNGEN

Gemäß Artikel 1 des Entwurfs,

„werden die Vollstreckungs- und Rechtsmittelfristen des Erbschaftssteuergesetzbuchs und seiner Durchführungserlasse, die in die Zuständigkeit der Wallonischen Region gemäß dem Sondergesetz vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen fallen, um vier Monate verlängert, sofern sie zwischen dem 1. November 2020 und dem 31. Dezember 2020 ablaufen“.

In ähnlicher Weise sieht Artikel 4 des Entwurfs vor, dass

„die Vollstreckungs- und Rechtsmittelfristen des Gesetzbuches über die Eintragungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren und seiner Durchführungserlasse, die in die Zuständigkeit der Wallonischen Region gemäß dem Sondergesetz vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen fallen, um vier Monate verlängert werden, sofern sie zwischen dem 1. November 2020 und dem 31. Dezember 2020 ablaufen“.

Aus der Präambel geht hervor, dass die Regierung mit diesen Bestimmungen beabsichtigt,

„bestimmte Fristen, die in den Rechtsvorschriften in Bezug auf regionale Steuern im Sinne von Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen vorgesehen sind, anzupassen, wenn die Wallonische Region den Dienst dafür noch nicht übernommen hat, diese Fristen jedoch tatsächlich ihrer Zuständigkeit unterliegen“;

In der Präambel werden Beispiele für Bestimmungen im Erbschaftssteuergesetz oder im Gesetzbuch über die Eintragungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren genannt, die Fristen enthalten, die durch die Abschnitte 1 und 4 des Verordnungsentwurfs verlängert werden sollen.

Durch die Bezugnahme auf Fristen, die so dargestellt werden, dass sie drei Voraussetzungen erfüllen müssen, nämlich dass es sich um strenge Fristen oder Beschwerdefristen handelt, dass sie im Gesetzbuch über die Erbschaftsteuer, im Gesetzbuch über die Eintragungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren oder in deren Durchführungsverordnungen festgelegt sind und dass sie „in die Zuständigkeit der Wallonischen Region gemäß dem Sondergesetz vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen fallen“, ermöglichen die betreffenden Artikel nicht, mit dem erforderlichen Mindestmaß an Transparenz und Rechtssicherheit die Fristen zu bestimmen, die verlängert werden sollen. Die Gesetzgebungsabteilung stellt insbesondere fest, dass die Frage, ob die dritte dieser Bedingungen erfüllt ist, eine sehr sorgfältige juristische Analyse erfordert, die auf den ersten Blick sicherlich nicht für alle Adressaten des Textes möglich ist.

Es reicht nicht aus, in der Präambel des Entwurfs einfache Beispiele für Bestimmungen zu nennen, die Fristen enthalten, auf die die betreffenden Artikel Anwendung finden sollten, um der Kritik zu begegnen.

Dies ist umso wichtiger als die Bestimmungen, auf die sich die betreffenden Artikel beziehen, erhebliche Auswirkungen auf die rechtliche Situation einer großen Zahl von Bürgern haben.

Es ist auch erforderlich, die Maßnahmen der betreffenden Artikel zu überprüfen, um alle Fristen, deren Verlängerung vorgesehen ist, ausdrücklich, präzise und erschöpfend festzulegen.

In Anbetracht der Bedeutung dieser Feststellung werden die Artikel 1 und 4 nicht weiter erörtert.

BESONDERE BEMERKUNGEN

PRÄAMBEL

1. Die in den Absätzen 1 bis 3 und 5 bis 7 genannten Bestimmungen stellen keine Rechtsgrundlage für das Projekt dar.

Diese Unterabsätze werden daher weggelassen.

2. In Absatz 4, der zu Absatz 1 wird, sollte insbesondere auf Artikel 1 § 1 der Verordnung vom 29. Oktober 2020 verwiesen werden.

3. Der Verweis auf das Gutachten des Staatsrats erscheint nach dem Verweis auf die Dringlichkeit und die Gründe, die diese rechtfertigen, und wird wie folgt formuliert:

„Aufgrund des am 10. Dezember 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachten des Staatsrats Nr. 68.415/4;

VERFÜGENDER TEIL

Artikel 2

Der Entwurf des Artikels impliziert logischerweise, dass die Regierung einerseits den Artikel 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 „über die vorübergehende Aussetzung bestimmter Steuerbestimmungen“ aufhebt und andererseits den Artikel 4 Absatz 1 desselben Erlasses entsprechend anpasst sowie Artikel 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 24 vom 23. April 2020 „zur Änderung und Verlängerung der Geltungsdauer der Artikel 1 und 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die vorübergehende Aussetzung bestimmter Steuervorschriften“.

Das Projekt wird in Hinblick auf diesen Punkt ergänzt.

Artikel 3

Der betreffende Artikel wäre klarer, wenn er wie folgt formuliert wäre:

Jede erhobene, in Anwendung von Artikel 2 auf Null Prozent gesenkte Gebühr, kann Gegenstand einer Rückerstattung sein.

Artikel 5

In Absatz 2 ist festzulegen, welche Unterlagen der Zahlungspflichtige vorlegen muss, um die im Text vorgesehene Ermäßigung in Anspruch nehmen zu können.

Artikel 6

Gemäß der vorliegenden Bestimmung,

„Die Zeiträume der Anwendung der Artikel 1 bis 5 dieser Verordnung können durch eine Verordnung verlängert werden, in der die Regierung die Notwendigkeit dafür im Hinblick auf Änderungen der Gesundheitsbedingungen begründet“.

In diesem Zusammenhang ist es wichtig zu beachten, dass ein ordentlicher Erlass der Regierung nicht ausreicht, um die Anwendung von Maßnahmen, die in einem Sondervollmächtererlass vorgesehen sind, auf einen längeren Zeitraum auszudehnen.

In der Tat kann ein Erlass, mit dem die Regierung die Anwendung von Maßnahmen, die in einem Sondervollmächtererlass vorgesehen sind, zeitlich ausdehnt, aufgrund seines eigentlichen Zwecks nur als ein Sondervollmächtererlass angesehen werden, der anschließend der Bestätigung durch den Gesetzgeber unterliegt.

Der einzige Anwendungsbereich der zu prüfenden Verordnung besteht also darin, anzukündigen, dass ein anderer Sondervollmächtererlass als der vorgeschlagene Erlass, dessen Anwendung zeitlich ausdehnen kann.

Eine solche Ankündigung, die keine normative Tragweite hat, ist unnötig.

Darüber hinaus ist die zu prüfende Verordnung insofern zweideutig, als sie nahelegen könnte, dass ein ordentlicher Erlass die Anwendung des vorgeschlagenen Erlasses zeitlich verlängern könnte.

Dieser wird somit weggelassen.

Artikel 7

Anstatt auf das Datum der Verabschiedung des Erlasses zu verweisen, das wahrscheinlich vor dem Datum seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt liegt, ist es besser, vorzusehen, dass dieser Erlass am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft tritt, was bedeutet, dass die Bestimmungen des Entwurfs, die rückwirkend zu den in diesen Bestimmungen vorgesehenen bestimmten Zeitpunkten in Kraft treten sollen, ihre Wirkung zu diesen Zeitpunkten entfalten.

ENDGÜLTIGE BEOBACHTUNG

Der geplante Erlass wird durch einen Durchführungsartikel ergänzt.

Der Greffier,
Charles-Henri Van Hove
Der Präsident
Martine Baguet

Fußnoten

(1) Das Kooperationsabkommen vom 7. Dezember 2001 ist so formuliert, dass es die Verabschiedung von Rechtsnormen dem von ihm organisierten Konzertationsverfahren unterwirft. Auf die Gefahr hin, dieses Verfahren seiner Substanz zu berauben, sollte jedoch bedacht werden, dass diese Vereinbarung für die Verabschiedung von Erlassen über Sondervollmachten gilt, sofern sie, wie im Falle des vorliegenden Erlassentwurfs, Angelegenheiten regeln, die normalerweise in die Zuständigkeit des Gesetzgebers fallen. Darüber hinaus erlaubt die Bestimmung in Artikel 2, § 1, Absatz 1 des Erlasses vom 29. Oktober 2020 „zur Erteilung von Sondervollmachten an die wallonische

Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der COVID-19-Gesundheitskrise“ die Verabschiedung von Erlassen mit Sondervollmachten, ohne dass zuvor die „durch Gesetz oder Verordnung vorgeschriebenen Stellungnahmen und Konzertationen eingeholt wurden“; dies kann nicht zur Folge haben, dass von der Verpflichtung zur Durchführung einer Formalität befreit wird, wie das hier beschriebene Konzertationsverfahren durch eine Zuständigkeitsregelung vorgeschrieben und durch eine Kooperationsvereinbarung zwischen dem Föderalstaat und den Regionen organisiert ist.

(2) Grundsätze der Gesetzgebungstechnik - Leitfaden zur Ausarbeitung von Gesetzestexten und Rechtsvorschriften, www.conseildetat.be, Reiter „Gesetzgebungstechnik“, Empfehlung Nr. 36.2 und Formel F 3-5-3.

(3) Siehe hierzu die Gutachten Nr. 67.577/2-4 vom 3. Juli 2020 zu einem Vorentwurf, der zu einem Gesetzentwurf zur Bestätigung der Königlichen Erlasse gemäß dem Gesetz vom 27. März 2020 wurde, mit dem der König ermächtigt wird, Maßnahmen zur Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID19 (I) zu ergreifen, Allgemeine Bemerkung Nr. 4, Dok. Parl., Kammer, 2019-2020, Nr. 55-1441/1, S. 14, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67577.pdf>.

16. DEZEMBER 2020 — Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 69 zur Anpassung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen im Rahmen der COVID-19-Krise

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19, Artikel 1 § 1;

Aufgrund des Berichts vom 18. November 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 27. November 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 3. Dezember 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat, und angesichts des derzeitigen Rückschlags der COVID-19-Krise;

In Erwägung der Dringlichkeitsmaßnahmen der Föderalregierung durch die aufeinanderfolgenden Ministeriellen Erlasse vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, sowie vom 1. und 28. November 2020, beide zur Abänderung des vorgenannten Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020, jeweils im Belgischen Staatsblatt vom 28. Oktober, 1. November und 29. November 2020 veröffentlicht;

In der Erwägung, dass die derzeitigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung erneut jede Art von Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verzögern, die reibungslose Arbeitsweise der verschiedenen öffentlichen Dienste beeinträchtigen, bestimmte Dienste sogar zum Erliegen bringen, und den Bürgern ebenfalls die Möglichkeit nehmen könnten, ihre Rechte und Pflichten auf dem vorgeschriebenen Rechtsweg effektiv und effizient geltend zu machen;

In der Erwägung, dass der Grundsatz der Gleichheit gewahrt und die Rechtssicherheit aufrechterhalten werden müssen, und dass demnach die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, damit kein Bürger infolge der Auswirkungen der Gesundheitskrise weder bei der Ausübung seiner Rechte noch bei der Erfüllung seiner Verpflichtungen verhindert wird;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck erforderlich ist, bestimmte Fristen, die in den Rechtsvorschriften in Bezug auf regionale Steuern im Sinne von Artikel 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen vorgesehen sind, anzupassen, wenn die Wallonische Region den Dienst dafür noch nicht übernommen hat, diese Fristen jedoch ihrer Zuständigkeit unterliegen;

In der Erwägung, dass verschiedene Bestimmungen des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, die in den Artikeln 46bis, 53, 53ter, 54, 55, 57, 57bis, 60, 64, 69, 71, 136, 140quinquies, 140octies, 209, 211, 212 und 213 enthalten sind, sowie verschiedene Bestimmungen des Erbschaftsteuergesetzbuches, die in den Artikeln 55sexies, 60bis und 135bis enthalten sind, der regionalen Zuständigkeit unterliegen, und Fristen enthalten, die viele Bürger aufgrund der oben genannten dringenden Ausgangsbeschränkungsmaßnahmen möglicherweise nicht einhalten können;

In der Erwägung außerdem, dass der föderale Gesetzgeber weiterhin zuständig bleibt, um Bestimmungen des Erbschaftsteuergesetzbuches abzuändern, die sich auf die Erbfallanmeldungen, die Zahlung geschuldeter Steuern, die Beweismittel, die Beitreibungsverfahren, die Geldbußen und die Verjährungen beziehen, und dass die föderale Verwaltung, die in diesem Rahmen noch stets den Dienst dieser regionalen Steuern ausübt, am 13. November 2020 das Rundschreiben 2020/C/138 zu Unterstützungsmaßnahmen und administrativen Toleranzen in Bezug auf Registrierungsgebühren und Erbschaftssteuern im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise verabschiedet hat, durch welches sie die Fristen, die zwischen dem 1. November 2020 und dem 31. Januar 2021 fällig werden, um vier Monate verlängert;

In der Erwägung, dass die im vorliegenden Erlass enthaltenen wallonischen Maßnahmen somit darauf abzielen, den Grundsatz der Rechtssicherheit der anwendbaren Rechtsvorschriften bei der Ausübung der Rechte und Pflichten sowohl der Bürger als auch der verschiedenen betroffenen öffentlichen Dienste dringend zu wahren;

In Erwägung der erheblichen wirtschaftlichen Auswirkungen, die die COVID-19-Gesundheitskrise auf Ebene der Wallonischen Region verursacht, und in Erwägung der Tatsache, dass es die Aufgabe einer öffentlichen Behörde wie der Wallonischen Region ist, im Rahmen und innerhalb der Grenzen ihrer Zuständigkeiten und ihrer Handlungsfähigkeit dringend eine angemessene Unterstützung für juristische und natürliche Personen zu gewährleisten, die von dieser schweren Gesundheitskrise stark betroffen sind;

In der Erwägung, dass das Steuerwesen alle Wirtschaftsbereiche betrifft und daher ein wirksames Instrument zur wirtschaftlichen und finanziellen Unterstützung in diesem Kontext einer schwerwiegenden Krise darstellt;

In Erwägung der dringenden Entscheidungen, die die föderale Regierung durch die oben genannten Ministeriellen Erlasse getroffen hat, und die Schließung aller Geschäfte und Unternehmen betreffen, die nicht für das minimale Funktionieren des Staates unerlässlich sind, und in Erwägung der Tatsache, dass diese Krise, insbesondere aus den oben genannten Gründen, die finanzielle Leistungsfähigkeit vieler, sowohl natürlicher als auch juristischer Personen ernsthaft beeinträchtigt;

In der Erwägung, dass zahlreiche natürliche und juristische Personen durch finanzielle Verpflichtungen wie Hypothekarkredite gebunden sind und dass der Bankensektor bei deren plötzlicher Nichterfüllung oder bei Feststellung eines besonderen Risikos bei den vorerwähnten Personen, Hypothekenvollmachten zur Deckung der abgeschlossenen Kredite aktivieren könnte, um sich selbst durch die Aufnahme von Hypotheken gegen die potenziell katastrophalen Auswirkungen dieser schwerwiegenden Krise zu schützen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region unbedingt verhindern muss, dass die Inanspruchnahme von Sicherheitsleistungen durch die Banken zu einer weiteren Verschlechterung der Finanzlage von Unternehmen und Privatpersonen führt, und dies umso mehr, dass diese mögliche Inanspruchnahme von Sicherheitsleistungen unter normalen Umständen nicht eingetreten wäre;

In der Erwägung, dass der beste Ansatzpunkt dazu somit darin besteht, die Registrierungsgebühr ausnahmsweise und zeitweilig dringend auf null Prozent zu senken, wenn diese Gebühr in der Wallonischen Region zahlbar ist gemäß Artikel 5 § 1 Ziffer 7 erster Gedankenstrich des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen in Bezug auf die Bestellung einer Hypothek an einem unbeweglichen Gut, jedoch nur im Falle der Umwandlung einer vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bereits bestehenden Hypothekenvollmacht in eine Hypothek, um auch jede Situation eines potentiellen Missbrauchs dieser außergewöhnlichen Vergünstigungsmaßnahme zu vermeiden;

In Erwägung ebenfalls von Artikel 1 des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen, so wie abgeändert durch den Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 24 vom 23. April 2020 zur Änderung und Verlängerung des Zeitraums der Anwendung der Artikel 1 und 2 des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen, in dem eine außerordentliche und zeitweilige Senkung auf Null der Registrierungsgebühr in Bezug auf die Bestellung einer Hypothek an einem unbeweglichen Gut im Falle der Umwandlung einer vor dem 27. März 2020 bestehenden Hypothekenvollmacht in eine Hypothek vorgesehen wird;

In der Erwägung, dass das Fortbestehen der mit dem COVID-19 verbundenen Gesundheitskrise und das derzeitige Auftreten eines schweren Rückfalls dieser Krankheit zu der Feststellung führen, dass die Gründe, die die Verabschiedung der beiden vorgenannten Erlasse rechtfertigen, weit über die in ihnen vorgesehenen ursprünglichen Fristen hinaus andauern und noch lange andauern werden, und dass die wirtschaftliche Lage, die sich infolge der COVID-19-Krise entwickelt hat, in der Zeit vom 1. Mai 2020 bis heute leider keine Verbesserung gekannt hat, dass sich die verschiedenen wirtschaftlichen Parameter im Laufe der Zeit nicht verbessert haben und dass der jüngste Rückschlag für unsere Wirtschaft für viele Monate nichts Gutes verheißt;

In Erwägung der Tatsache, und um sicherzustellen, dass den festgestellten anhaltenden Schwierigkeiten auf umfassende und verantwortungsvolle Weise begegnet wird, ist es angebracht, rückwirkend durch eine ab dem 27. März 2020 geltende Bestimmung zu handeln; dies wird es ermöglichen, auf kohärente Weise zu vermeiden, dass zwischen dem Beginn des Anwendungszeitraums von Artikel 1 des oben genannten Sondervollmächterlasses der wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020, der am 30. April 2020 endete, und dem heutigen Tag eine Art wirtschaftliches Niemandsland entsteht, das für die betroffenen Personen sehr schädlich wäre;

In der Erwägung, dass ein weiterer verfügbarer Hebel, der bereits anschließend an die Zwangsschließungen u.a. im Horeca-Sektor durch Anwendung von Artikel 3 des vorgenannten Sondervollmächterlasses Nr. 10 vom 26. März 2020 benutzt wurde, darin besteht, die mit dem Betrieb von Spielautomaten verbundene Steuerbelastung der Betriebe zu senken;

In der Erwägung, dass in dieser in Artikel 3 des vorgenannten Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 vorgesehenen Bestimmung festgelegt war, dass für den Besteuerungszeitraum 2020 eine Ermäßigung des Betrags der in Artikel 80 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern genannten Steuer gewährt wird, in Höhe von 1/12 pro Monat oder Teil eines Monats, in dem der Betrieb, in dem sich der Automat bereits befindet, durch einen Beschluss der Föderalbehörde zwangsweise geschlossen wird;

In der Erwägung, dass die Ermäßigung ebenfalls auf Antrag des Steuerpflichtigen gewährt wird, wenn die Aufstellung des Automaten zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits geplant, dieser jedoch noch nicht aufgestellt ist; diese Ermäßigung beläuft sich auf 1/12 pro Monat oder Teil eines Monats ab dem Zeitpunkt der geplanten Aufstellung, in dem der Betrieb, in dem der Automat aufgestellt werden sollte, durch einen Beschluss der Föderalbehörde zwangsweise geschlossen wird;

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2020 über die Anwendung von Artikel 4 Absatz 2 des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen das Ende der Zwangsschließungsperiode für alle betroffenen Einrichtungen festgelegt wird, und die Zahl der Zwölfstel, die den Anspruch auf einen Steuernachlass eröffnet, auf vier Zwölfstel bestimmt wird;

In der Erwägung, dass seit diesem Erlass vom 24. September 2020 die Artikel 6 und 8 des föderalen Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 die Schließung für die Öffentlichkeit der Betriebe des Hotel- und Gaststättengewerbes sowie anderer Gaststättenbetriebe und Schankstätten sowie von Einrichtungen beziehungsweise Teilen von Einrichtungen in den Bereichen Kultur, Feiern, Sport, Freizeit und Veranstaltungen, insbesondere einschließlich der Kasinos, Automaten Spielhallen und Wettbüros bestimmen;

In der Erwägung, dass zwei föderale Ministerielle Erlasse vom 1. November und 28. November 2020, beide zur Abänderung des vorgenannten Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020, insbesondere vorsehen, dass die oben genannten, vom Ministeriellen Erlass vom 28. Oktober 2020 vorgesehenen Maßnahmen bis zum 15. Januar 2021 einschließlich gültig bleiben;

In Erwägung der Tatsache, dass das Inkrafttreten des oben erwähnten föderalen Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober praktisch dem Ende des Monats Oktober entspricht und folglich festzustellen ist, dass die betroffenen Betriebe ihre Automaten fast während die Gesamtheit dieses Monats betreiben konnten; dass somit eine Entlastung um ein Zwölfstel der Steuer für diesen Monat von einer Bedeutung wäre, die umgekehrt proportional zur Dauer der Zwangsschließung dieser Betriebe ist;

In der Erwägung ebenfalls, dass sich eine große Anzahl dieser Betriebe wieder einmal in einer äußerst besorgniserregenden Situation befindet und dass ihnen Soforthilfe gewährt werden sollte;

In der Erwägung, dass der vorliegende Sondervollmächtererlass in diesem Rahmen beabsichtigt, das Ziel der Maßnahme zu erneuern, so wie sie in Artikel 3 des oben genannten Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 vorgesehen war, und zwar für einen Zeitraum, der am 1. November anfängt, und am 31. Dezember 2020 endet, um auf diese Weise den Besteuerungszeitraum 2020 abzuschließen;

In der weiteren Erwägung, dass die in dem vorliegenden Sondervollmächtererlass genannten Maßnahmen derart außergewöhnlich sind, dass die Möglichkeit gegeben sein muss, sie rückgängig zu machen, sobald sie nicht mehr gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass in Artikel 2 § 1 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 Folgendes vorgesehen wird: "Die in Artikel 1 genannten Erlasse können verabschiedet werden, ohne dass die gesetzlich oder verordnungsrechtlich erforderlichen Stellungnahmen bzw. Gutachten und Konzertierungen eingeholt wurden.

Absatz 1 findet Anwendung auf die Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates in den von der Regierung besonders begründeten Fällen. Hält es die Regierung jedoch für möglich, das Gutachten des Staatsrates einzuholen, so kann sie dies, wenn nötig auf elektronischem Wege, innerhalb der von ihr gesetzten Frist tun. ";

In der Erwägung, dass ein Teil der beabsichtigten Bestimmungen Angelegenheiten betrifft, die Gegenstand des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere seines Artikels 6, und des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, insbesondere seiner Artikel 3 bis 5, sind, und dass diesbezüglich ein Gutachten des Staatsrats über die Frage der Zuständigkeit der Wallonischen Region einzuholen ist;

In der abschließenden Erwägung der erwiesenen Dringlichkeit des Vorstehenden und der Dringlichkeit, sowohl die wallonischen Bürger als auch die wallonische Wirtschaft in dieser Zeit einer noch nie dagewesenen Krise zu versichern und zu unterstützen, ist es erforderlich, dass dieser Erlass so schnell wie möglich verabschiedet wird, was an sich schon rechtfertigt, innerhalb der kürzeren Frist von fünf Tagen das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates einzuholen;

Aufgrund des am 10. Dezember 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 68.415/4;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I - Erbschaftssteuer

Artikel 1 - Die in den Artikeln 55*sexies*, 60*bis* und 135*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuches genannten Fristen, die zwischen dem 1. November 2020 und dem 31. Januar 2021 einschließlich fällig werden, werden um eine Dauer von vier Monaten verlängert.

KAPITEL II - Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigeühren

Artikel 1. Die Gebühr im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 7 Buchstabe *a*) des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen wird im Falle der Umwandlung einer vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Sondervollmächtererlasses in einer authentischen Urkunde festgestellten Hypothekenvollmacht in eine Hypothek auf null Prozent gesenkt, unter der Bedingung, dass diese Umwandlung zwischen dem 27. März 2020 und dem 31. Januar 2021 einschließlich erfolgt.

Art. 2. Jede erhobene, in Anwendung von Artikel 2 auf Null Prozent gesenkte Gebühr, kann Gegenstand einer Rückerstattung sein.

Art. 3. Die in den Artikeln 46*bis*, 53, 53*ter*, 54, 55, 57, 57*bis*, 60, 64, 69, 71, 136, 140*quinquies*, 140*octies*, 209, 211, 212 und 213 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigeührengesetzbuches genannten Fristen, die zwischen dem 1. November 2020 und dem 31. Januar 2021 einschließlich fällig werden, werden um eine Dauer von 4 Monaten verlängert.

KAPITEL III - Den Einkommensteuern gleichgesetzte Steuern

Art. 4. Für die Monate November und Dezember des Besteuerungszeitraums 2020 wird eine Ermäßigung des Betrags der Steuer gewährt, die in Artikel 80 des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern genannt wird; diese Ermäßigung beläuft sich auf ein Zwölftel des jährlichen Betrags der Steuer pro Monat.

Die in Absatz 1 genannte Ermäßigung wird ebenfalls auf Antrag des Steuerpflichtigen gewährt, wenn die Aufstellung des Automaten im November oder Dezember des Besteuerungszeitraums 2020 geplant ist, und dieser jedoch noch nicht aufgestellt ist; diese Ermäßigung beläuft sich auf ein Zwölftel des Jahresbetrags der Steuer pro Monat oder Teil eines Monats, ab dem Zeitpunkt der ursprünglich geplanten Aufstellung.

Die in den Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Ermäßigungen werden vor der eventuellen Anwendung der Artikel 81 oder 82 desselben Gesetzbuches angewandt.

KAPITEL VI - Schlussbestimmungen

Art. 5. Der durch das Dekret vom 3. Dezember 2020 zur Bestätigung der im Rahmen der Bewältigung der COVID-19-Gesundheitskrise verabschiedeten Sondervollmächtererlasse der Wallonischen Regierung bestätigte Artikel 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen wird aufgehoben.

In Artikel 4 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Die Artikel 1 und 2 gelten" durch die Wörter "Der Artikel 2 gilt" ersetzt.

Art. 6. In dem durch das Dekret vom 3. Dezember 2020 zur Bestätigung der im Rahmen der Bewältigung der COVID-19-Gesundheitskrise verabschiedeten Sondervollmächtererlasse der Wallonischen Regierung bestätigten Artikel 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 24 vom 23. April 2020 zur Änderung und Verlängerung des Zeitraums der Anwendung der Artikel 1 und 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen werden die Wörter "der Artikel 1 und 2" durch "des Artikels 2" ersetzt.

Art. 7. Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Namur, den 16. Dezember 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen,
Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/44721]

**16 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 69
tot aanpassing van sommige fiscale bepalingen in het kader van de COVID-19-crisis**

Verslag aan de Regering betreffende het ontwerpbesluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 69
tot aanpassing van sommige fiscale bepalingen in het kader van de COVID-19-crisis

1. Algemene voorstelling:

De uitzonderlijke gezondheids crisis in verband met COVID-19 die België momenteel doormaakt en de huidige en toekomstige maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zullen elke vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest in zekere zin vertragen. De WHO kwalificeert deze COVID-19-crisis sinds 11 maart 2020 trouwens als een pandemie.

Deze crisis heeft met name geleid tot de inperkingsmaatregelen die de federale regering heeft genomen door middel van de opeenvolgende ministeriële besluiten van 13, 18 en 23 maart 2020 en van 3 en 17 april 2020 inzake noodmaatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, respectievelijk gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 13, 18 en 23 maart 2020, en van 3 en 17 april 2020.

De tweede golf die we momenteel meemaken, leidt nu tot nieuwe beperkende maatregelen van de federale regering door middel van opeenvolgende ministeriële besluiten van 28 oktober, 1 november en 28 november 2020, die alle drie dringende maatregelen bevatten om de verspreiding van COVID-19 te beperken, respectievelijk gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 28 oktober, 1 november en 29 november 2020.

Deze opeenvolgende uitbreidingen van de noodmaatregelen om de verspreiding van het COVID-19-coronavirus te beperken, zijn telkens het gevolg van beslissingen van de Nationale Veiligheidsraad, die de verschillende machtsniveaus samenbrengt voor een doeltreffende coördinatie van de strijd tegen de pandemie. Deze besluiten zijn zelf gebaseerd op de adviezen van wetenschappelijke experts die voldoende aantonen dat het noodzakelijk is om te blijven handelen in het licht van de veranderende gezondheidsomstandigheden.

De huidige maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zullen er opnieuw toe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt, de goede werking van de verschillende overheidsdiensten in het gedrang wordt gebracht, bepaalde diensten zelfs stilvallen en de burgers de mogelijkheid ontnomen wordt om nuttig en daadwerkelijk hun rechten en verplichtingen te laten gelden in het kader van de voorgeschreven wettelijke procedures;

Het gevolg van dit alles is dat deze COVID-19-gezondheids crisis steeds een aanzienlijke economische impact teweegbrengt en dat het de opdracht is van een overheid als het Waalse Gewest om in het kader en binnen de perken van zijn bevoegdheden en van zijn actievermogen, de natuurlijke en rechtspersonen die hevig onder deze ernstige gezondheids crisis lijden, van gepaste steun te voorzien;

In dit kader betreft de fiscaliteit alle delen van de economie en vormt ze daarom een doeltreffend instrument voor economische en financiële steun.

Ten slotte wijst het advies over de technische haalbaarheid van de maatregelen die samen met de federale minister van Financiën zijn genomen, overeenkomstig artikel 5, § 3, lid 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, dat op 11 december 2020 van de federale minister van Financiën werd ontvangen, niet op een technische onmogelijkheid om de geplande maatregelen ten uitvoer te leggen.

2. Artikelsgewijze bespreking:

2.1. Artikel 1

Het is in de huidige situatie van belang om het gelijkheidsbeginsel te waarborgen en de rechtszekerheid in stand te houden en bijgevolg maatregelen te nemen die ervoor zorgen dat geen enkele burger belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of in het nakomen van zijn verplichtingen wegens de impact van de gezondheids crisis.

In dit kader dienen onverwijld sommige termijnen te worden aangepast, die werden bepaald in de wetgevingen betreffende de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wanneer het Waalse Gewest er de dienst nog niet van overgenomen heeft, maar deze termijnen wel onder zijn bevoegdheid vallen.

Het is interessant om op te merken dat de federale wetgever, die nog steeds bevoegd is voor de fiscale dienst, zoals vermeld in het technische haalbaarheidsadvies dat de Federale Overheidsdienst Financiën over dit project heeft overhandigd, bevoegd blijft om de bepalingen van het Wetboek der successierechten met betrekking tot de aangifte van de successierechten, de betaling van de verschuldigde rechten, de bewijsmiddelen, de invorderingsprocedures, de boetes en de verjaringstermijnen te wijzigen. In zijn federale circulaire 2020/C/138 van 13 november 2020 betreffende steunmaatregelen en administratieve toleranties inzake registratie- en successierechten in het kader van de gezondheids crisis verbonden met COVID-19, heeft de federale wetgever voorzien in de verlenging met vier maanden van de termijnen voor aangifte en betaling, die aflopen tussen 1 november 2020 en 31 januari 2021.

De gewestelijke termijnen waarnaar in dit artikel wordt verwezen, zijn de artikelen 55*sexies*, 60*bis* en 135*bis* van het Wetboek der successierechten, en veel burgers lopen het risico deze niet te kunnen naleven, met name als gevolg van de noodmaatregelen van de federale staat. Om die reden beoogt onderhavig artikel de vrijwaring van het rechtszekerheidsbeginsel van de van toepassing zijnde wetgeving in de uitoefening van de rechten en plichten die toekomen zowel aan de burgers als aan de verschillende betrokken overheidsdiensten.

Vervolgens, en om rekening te houden met het laatste federale ministeriële besluit van 28 november 2020 tot wijziging van het ministeriële besluit van 28 oktober 2020 inzake noodmaatregelen ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19, dat de federale noodmaatregelen tot na 31 december 2020 verlengt, en om tegemoet te komen aan het verzoek van de Federale Overheidsdienst van Financiën in zijn technisch haalbaarheidsadvies om de termijnen voor de toepassing van de verlengingsmaatregelen om operationele redenen te laten samenvallen, is bepaald dat dit artikel van toepassing is op de termijnen die aflopen tussen 1 november 2020 en 31 januari 2021.

Ten slotte, en zoals gevraagd door de Raad van State in zijn advies nr. 68.415/4 van 10 december 2020, is de limitatieve lijst van termijnen die onder de verlenging met 4 maanden vallen, rechtstreeks in het mechanisme opgenomen. Deze lijst bevat de bepalingen die reeds in de bovengenoemde federale circulaire 2020/C/138 worden genoemd en biedt dus rechtszekerheid voor de toepassing ervan.

2.2. Artikel 2.

Het is duidelijk dat de beslissingen die de federale regering terecht heeft genomen om alle handelszaken en ondernemingen te sluiten die geen cruciale rol spelen in de minimale werking van de staat, en inzake de inperking naar de bevolking toe, de financiële draagkracht heeft aangetast van veel personen, zowel natuurlijke als rechtspersonen. Heel wat mensen zijn ook gebonden door financiële verplichtingen zoals hypotheekleningen, wat maakt dat, indien zij deze verplichtingen niet kunnen nakomen of indien er onverwachts een bepaald risico uit hun hoofde wordt vastgesteld, de banken hypotheekmandaten dreigen te activeren om de afgesloten leningen te dekken, teneinde zichzelf via hypotheeken te beschermen tegen de mogelijk desastreuze gevolgen van deze grote crisis;

Zoals tijdens de eerste golf van deze crisis, is het de verantwoordelijkheid van het Waalse Gewest om absoluut te voorkomen dat het nemen van garanties door de banken leidt tot een verdere verslechtering van de financiën van bedrijven en particulieren, vooral omdat deze uitzonderlijke situatie van het eventueel nemen van garanties zich in normale omstandigheden niet zou hebben voorgedaan;

De beste hefboomwerking bestaat erin het registratierecht uitzonderlijk en tijdelijk tot nul procent te verminderen wanneer het in het Waalse Gewest is gelegen, overeenkomstig artikel 5, § 1, 7^o, eerste streepje, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, met betrekking tot de vestiging van een hypotheek op onroerend goed, maar alleen in het geval van de omzetting in een hypotheek van een hypothecair mandaat dat bestond vóór de inwerkingtreding van dit besluit, om ook elke situatie van potentieel misbruik van deze uitzonderlijke gunstmaatregel te voorkomen;

Het is interessant om daarbij te preciseren, zoals opgemerkt in het technisch haalbaarheidsadvies dat de Federale Overheidsdienst Financiën over dit project heeft overhandigd, dat de vaststelling van het toepasselijk evenredig recht op nul procent niet leidt tot een nietig recht van inning. Immers, volgens artikel 167 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, "indien niet anders bepaald in deze titel, mag het bedrag van het evenredig recht dat wordt geheven op een akte of verklaring niet lager zijn dan het algemeen vast recht", zal het gewestelijk evenredig recht dat dan zal worden geheven, een bedrag zijn dat gelijk is aan vijftig euro. Dit bedrag lijkt niet buitenproportioneel gezien de administratieve formaliteit die moet worden ingevuld.

Bovendien is, met het oog op de coherentie met de toepassingsperiode van de artikelen 1 en 4 van dit besluit en om de uitvoering op het niveau van de Federale Overheidsdienst Financiën te vergemakkelijken, voorzien in de toepassing van de maatregel voor alle omzettingen die tot 31 januari 2021 worden uitgevoerd.

Ten slotte, en in antwoord op de opmerking van de Raad van State in zijn advies nr. 68.415/4 van 10 december 2020, en gezien het feit dat dit artikel van toepassing is vanaf 27 maart 2020 om alle gevallen van omzetting van hypotheekmandaten te dekken sinds het begin van de toepassingsperiode van de maatregel voorzien in artikel 1 van het Besluit van de Waalse regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke schorsing van bepaalde fiscale bepalingen (hierna "Besluit nr. 10" genoemd), is het ook de bedoeling om artikel 1 van besluit nr. 10 in te trekken en zowel artikel 4 te corrigeren van dit besluit als artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van bijzondere machten nr. 24 van 23 april 2020 tot wijziging en verlenging van de toepassingsduur van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke schorsing van bepaalde fiscale bepalingen. De toepassing van de becommentarieerde bepaling omvat de reeds in artikel 1 van bovengenoemd besluit nr. 10 bedoelde omzettingen.

2.3. Artikel 3

Om te voldoen aan artikel 2 van dit besluit moet rekening worden gehouden met het feit dat er sinds 1 mei 2020 - d.w.z. sinds het einde van de periode van toepassing van artikel 1 van Besluit nr. 10 van bijzondere machten - mogelijk omzettingen van hypotheekleningen hebben plaatsgevonden en dat het dus zaak is de teruggave van de in dit verband geïnde evenredige rechten toe te staan, aangezien dit bijzondere-machtenbesluit voorziet in de vaststelling van nul procent.

Er is rekening gehouden met de opmerking van de Raad van State in zijn advies nr. 68.415/4 van 10 december 2020.

2.4. Artikel 4

Er wordt verwezen naar de toelichting bij artikel 1 van dit besluit, met dien verstande dat de relevante artikelen van het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten de artikelen 46bis, 53, 53ter, 54, 55, 57, 57bis, 60, 64, 69, 71, 136, 140quinquies, 140octies, 209, 211, 212 en 213 daarvan zijn.

2.5. Artikel 5

Een andere beschikbare hefboom, die al in de eerste golf werd gebruikt in dezelfde context van verplichte sluitingen van niet alleen de horecasector, maar ook van andere eet- en drankgelegenheden of delen van instellingen in de culturele, feestelijke, sportieve, recreatieve en evenementensector, met inbegrip van met name casino's, speelautomatenhallen en wedkantoren, blijft ook nog het verminderen van de belastingdruk die weegt op de inrichtingen en die inherent is aan de exploitatie van automatische ontspanningstoestellen. Deze belasting op automatische ontspanningstoestellen, zoals bepaald in artikel 76 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, is een forfaitaire jaarlijkse belasting van een bedrag dat aanzienlijk kan zijn indien de speelautomaten niet worden gebruikt. Het Gewest beschikt dus over een doeltreffend middel om de belastingdruk van deze jaarlijkse forfaitaire belasting te verminderen door de maanden vrij te stellen die overeenstemmen met de tijdelijke verplichte inperking en sluiting van de betrokken inrichtingen.

Jammer genoeg bevindt een groot aantal van deze inrichtingen zich eens te meer in een erg zorgelijke situatie waardoor hen dringend hulp moet worden toegekend. Daarom werd besloten de bepaling opnieuw te activeren die voorziet in een vermindering van het bedrag van de in artikel 80 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen ten belope van 1/12 per maand of deel van een maand waarin de inrichting, waar de automaat reeds is geplaatst, als gevolg van deze ernstige crisis moet worden gesloten, vóór toepassing van andere verminderingen die eventueel op grond van de artikelen 81 of 82 van datzelfde Wetboek worden toegepast.

Hetzelfde beginsel moet gelden voor de inrichting die onder dezelfde omstandigheden is gesloten en waarin de installatie van een dergelijke automaat was gepland, ten belope van 1/12 van het bedrag van de belasting als bedoeld in artikel 80 van hetzelfde wetboek, per maand of deel van een maand vanaf het tijdstip van de geplande installatie tijdens de periode van gedwongen sluiting als gevolg van deze crisis.

De maatregel treedt evenwel in voege vanaf 1 november 2020, en niet op de datum van de invoegetreding van het federaal ministerieel besluit van 28 oktober tot herinvoering van de eerste noodmaatregelen van de tweede golf (zijnde 29 oktober 2020), omdat deze invoegetreding praktisch overeenstemt met het einde van de maand oktober en dat bijgevolg de betrokken inrichtingen hun automaten hebben kunnen uitbaten tijdens de bijna volledige maand en dat een aftrek van één twaalfde van de belasting voor deze maand bijgevolg in belang omgekeerd evenredig zou zijn met de duur van de gedwongen sluiting van deze inrichtingen; Onderhavig artikel strekt er dus toe om de doelstelling te vernieuwen van de maatregel zoals die was bepaald in artikel 3 van voorvermeld besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020, voor een periode van 1 november tot en met 31 december 2020.

Ten slotte, en in antwoord op de opmerking van de Raad van State in zijn advies nr. 68.415/4 van 10 december 2020, over het feit dat de heffingsplichtige moet aangeven welke documenten hij moet overleggen om in aanmerking te komen voor de in lid 2 van dit artikel voorziene vermindering, is het belangrijk om in de eerste plaats op te merken dat de reden waarom de teruggaaf niet automatisch door de Waalse overheidsdienst Fiscaliteit (Service public de Wallonie Fiscalité, hierna SPW-F) kan worden verricht, in tegenstelling tot die welke in lid 1 is voorzien, voortvloeit uit het mechanisme zelf van de belastingheffing. De belasting wordt immers vastgesteld voor elk begonnen kwartaal (cf. artikel 82 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen) en de administratie kent niet de exacte maand van installatie die aanvankelijk gepland was voor het laatste kwartaal van 2020 en weet dus niet hoe ze automatisch het bedrag van de teruggave kan bepalen. Om het daadwerkelijk toegekende voordeel te kunnen berekenen, dat verschilt naargelang de installatie aanvankelijk voor november of december is gepland, moet de SPW-F daadwerkelijk over bewijzen beschikken die uitdrukkelijk door de heffingsplichtige zijn verstrekt. Deze kunnen bijvoorbeeld de vorm aannemen van een aankooporder, vergezeld van een certificaat van onmogelijkheid van levering of installatie door de leverancier, maar kunnen ook andere vormen aannemen, zoals correspondentie tussen de heffingsplichtige en zijn leverancier. Het is niet de bedoeling van dit artikel om de mogelijkheid voor een heffingsplichtige om het bewijs te leveren van het uitstel van de installatie van zijn ontspanningstoestel, in een bepaald formaat te verankeren, en zo het risico te lopen dat hij niet van de maatregel kan profiteren in geval van niet-indiening van een formeel vereist document, met name in deze periode waarin veel natuurlijke en rechtspersonen met organisatorische problemen te kampen hebben.

2.6. Artikel 6

Er wordt verwezen naar de toelichting bij artikel 2.

Het is ook belangrijk te preciseren dat de beoogde wijziging niet tot gevolg heeft dat de periode van opschorting van artikel 212 van het Wetboek der registratierechten met terugwerkende kracht wordt aangepast, zoals bepaald in artikel 4, lid 1, van het besluit van de Waalse regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van bepaalde fiscale bepalingen.

2.7. Artikel 7

Er wordt verwezen naar de toelichting bij artikel 2.

Het is ook belangrijk te preciseren dat de beoogde wijziging niet tot gevolg heeft dat de periode van opschorting van artikel 212 van het Wetboek der registratierechten met terugwerkende kracht wordt aangepast, zoals bepaald in artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van bijzondere machten nr. 24 van 23 april 2020 tot wijziging en verlenging van de periode van toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van bepaalde fiscale bepalingen.

2.8. Artikel 8

Met de opmerking van de Raad van State in zijn advies nr. 68.415/4 van 10 december 2020 wordt rekening gehouden bij de inwerkingtreding van dit besluit op de dag van de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

RAAD VAN STATE
Afdeling Wetgeving**Advies 68.415/4 van 10 december 2020 over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 69 tot aanpassing van sommige fiscale bepalingen in het kader van de COVID-19-crisis**

Op 3 december 2020 werd de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur van het Waals Gewest uitgenodigd om binnen vijf werkdagen advies uit te brengen over een ontwerpbesluit van de Waalse regering van bijzondere machten nr. XX "houdende aanpassing van sommige fiscale bepalingen in het kader van de COVID-19-crisis".

Het ontwerp werd door de vierde kamer onderzocht op 10 december 2020. De kamer bestond uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag werd voorgesteld door Benoît JADOT, eerste auditeur afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, werd gegeven op 10 december 2020.

*

Overeenkomstig artikel 84, § 1, 1e lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het dringende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

Overwegende dat de WHO het coronavirus COVID-19 op 11 maart 2020 als een pandemie gekwalificeerd heeft, en dat deze COVID-19-crisis heden weer aan het heropflakkeren is;

Gelet op de inperkingsmaatregelen genomen door de federale Regering via de voornoemde opeenvolgende ministeriële besluiten van 28 oktober en 1 november 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, respectievelijk gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* op 28 oktober en 1 november 2020;

Overwegende dat de huidige maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, er opnieuw toe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt, de goede werking van de verschillende overheidsdiensten in het gedrang wordt gebracht, bepaalde diensten zelfs stilvallen zijn en de burgers de mogelijkheid ontnomen is om nuttig en daadwerkelijk hun rechten en verplichtingen te laten gelden in het kader van de voorgeschreven wettelijke procedures;

Overwegende dat het gelijkheidsbeginsel gewaarborgd en de rechtszekerheid in stand gehouden dient te worden en bijgevolg maatregelen genomen dienen te worden die ervoor zorgen dat geen enkele burger belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of in het nakomen van zijn verplichtingen wegens de impact van de gezondheids crisis;

Overwegende dat daartoe onverwijld een aanpassing is vereist van sommige termijnen, bepaald in de wetgevingen betreffende de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wanneer het Waalse Gewest er de dienst nog niet van overgenomen heeft, maar deze termijnen wel onder zijn bevoegdheid vallen;

Overwegende dat verscheidene bepalingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, met name de artikelen 46bis, 53ter, 54, 55, 57bis, 60, 64, 69, 71, 136, 140quinquies, 140octies, 209, 211, 212 en 213, evenals verscheidene bepalingen van het Wetboek der successierechten, met name de artikelen 55sexies, 60bis en 135bis, bijgevolg onder de gewestelijke bevoegdheid vallen en termijnen bevatten die talrijke burgers wegens bovenvermelde dringende lockdownmaatregelen dreigen niet in acht te kunnen nemen;

Overwegende dat het hier zowel gaat om voorgeschreven termijnen, d.w.z. in de wetgeving vastgelegde termijnen die niet kunnen worden verlengd, als om beroepstermijnen, d.w.z. termijnen waarbinnen een heffingsplichtige kan besluiten een administratieve beslissing te betwisten ;

Overwegende bovendien dat de federale administratie, die in dat verband nog steeds de dienst van deze gewestelijke belastingen uitoefent, de circulaire 2020/C/138 heeft aangenomen met betrekking tot administratieve aanvullende toleranties bij de circulaire 2020/C/106 inzake registratie- en successierechten in het kader van de gezondheids crisis verbonden met COVID-19, waarbij de termijnen die tussen 1 november 2020 en 31 januari 2021 vervallen, met vier maanden worden verlengd;

Overwegende dat de Waalse maatregelen van dit besluit er bijgevolg toe strekken, het rechtszekerheidsbeginsel van de wetgeving die van toepassing is in de uitoefening van de rechten en de verplichtingen eigen aan zowel de burgers als de verschillende betrokken overheidsdiensten, dringend te vrijwaren;

Gelet, vervolgens, op de aanzienlijke economische impact die de gezondheids crisis COVID-19 teweegbrengt op het niveau van het Waalse Gewest en dat het de opdracht is van een overheid als het Waals Gewest om op dringende wijze, in het kader en binnen de perken van zijn bevoegdheden en van zijn actief vermogen de natuurlijke en rechtspersonen die hevig onder deze ernstige gezondheids crisis lijden, van gepaste steun te voorzien;

Overwegende dat de fiscaliteit alle delen van de economie betreft en daarom een doeltreffend instrument vormt voor economische en financiële steun in deze context van grote crisis;

Gelet op de dringende beslissingen, genomen door de federale Regering, via bovenvermelde ministeriële besluiten tot sluiting van de gezamenlijke handelszaken en ondernemingen die niet essentieel zijn voor de minimale werking van de Staat en overwegende dat deze crisis, met name om bovenvermelde redenen, de financiële capaciteit van talrijke, zowel natuurlijke als rechtspersonen, ernstig aantast;

Overwegende dat talrijke zowel natuurlijke personen als rechtspersonen gebonden zijn door financiële verplichtingen zoals hypotheekleningen, en dat de banksector, indien zij deze niet betalen of indien er onverwachts een bepaald risico uit hun hoofde wordt vastgesteld, het risico loopt hypotheekmandaten te activeren om de afgesloten leningen te dekken, teneinde zichzelf via hypotheeken te beschermen tegen de mogelijk desastreuze gevolgen van deze grote crisis;

Overwegende dat het Waalse Gewest absoluut moet voorkomen dat het nemen van garanties door de banken leidt tot een verdere verslechtering van de financiën van bedrijven en particulieren, en dat deze uitzonderlijke situatie van het eventueel nemen van garanties zich in normale omstandigheden niet zou hebben voorgedaan;

Overwegende dat de beste hefboomwerking erin bestaat het registratierecht uitzonderlijk en tijdelijk tot nul procent nog te verminderen wanneer het in het Waalse Gewest is gelegen, overeenkomstig artikel 5, § 1, 7^o, eerste streepje, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, met betrekking tot de vestiging van een hypotheek op onroerend goed, maar alleen in het geval van de omzetting in een hypotheek van een hypothecair mandaat dat bestond vóór de inwerkingtreding van dit besluit, om ook elke situatie van potentieel misbruik van deze uitzonderlijke gunstmaatregel te voorkomen;

Gelet eveneens op artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 24 van 23 april 2020 tot wijziging en verlenging van de periode van toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, die voorziet in een buitengewone en tijdelijke verlaging tot nul percent van het registratierecht voor de vorming van een hypotheek op een onroerend goed bij omzetting van een vóór 27 maart 2020 bestaand hypotheekmandaat tot hypotheek;

Overwegende dat het voortduren van de gezondheids crisis COVID-19 en de huidige ernstige heropflakking ervan ertoe nopen vast te stellen dat de motieven die het nemen van twee voornoemde besluiten verantwoorden, de initieel daarin bepaalde termijnen ruimschoots overtreffen, en nog een langere periode voort zullen blijven duren, en dat de economische toestand die uit deze COVID-19-crisis is voortgevloeid gedurende de periode van 1 mei tot op heden jammerlijk nog niet gemilderd is, dat er tot op heden geen enkele verbetering, mettertijd, van de verschillende economische parameters vastgesteld is kunnen worden en dat de fase van heropflakking die we sinds kort opnieuw meemaken, de komende maanden weinig positiefs voor onze economie in het vooruitzicht stelt;

Overwegende dat bijgevolg, om de voortdurende moeilijkheden zoals vastgesteld globaal en verantwoord aan te pakken, eveneens retroactief opgetreden moet worden te rekenen van 27 maart 2020; daardoor zal op coherente wijze kunnen worden voorkomen dat er een soort economisch niemandsland ontstaat tussen de invoeging van voornoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020, en vandaag, wat betrokkenen veel schade zou toebrengen;

Overwegende dat vervolgens een andere beschikbare hefboom, die reeds ingezet werd bij de verplichte sluitingen met name in de HORECA-sector in uitvoering van artikel 3 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020, erin bestaat de fiscale last te verlichten voor zover zij weegt op de inrichtingen en verband houdt met de uitbating van automatische ontspanningstoestellen;

Overwegende dat deze bepaling, als bedoeld in artikel 3 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020, bepaalde dat er voor de belastbare periode 2020 een vermindering van het bedrag van de belasting bedoeld in artikel 80 van het Wetboek van de belastingen gelijkgesteld met de inkomstenbelasting toegekend werd ten belope van één twaalfde per maand of deel van een maand waarin de inrichting waarin het toestel reeds was geplaatst, een gedwongen sluiting heeft ondergaan door beslissing van de federale overheid;

Overwegende dat de vermindering eveneens toegekend werd op verzoek van de heffingsplichtige wanneer de plaatsing van het toestel gepland was bij de inwerkingtreding van bovenvermeld besluit, maar dit nog niet geplaatst was, tegen één twaalfde per maand of deel van de maand, te rekenen van het ogenblik van de initieel bepaalde installatie, waarin de inrichting waar het toestel geplaatst diende te worden, een gedwongen sluiting bij beslissing van de federale overheid onderging;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2020 betreffende de toepassing van artikel 4, tweede lid, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen het einde van de periode van verplichte sluiting voor de verschillende betrokken inrichtingen heeft vastgesteld en op vier het aantal twaalfden heeft vastgelegd die recht geven op een ontheffing van de belasting;

Overwegende dat, sinds dat besluit van 24 september 2020, een federaal ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, in artikelen 6 en 8 de sluiting vaststelt voor het publiek van de inrichtingen, vallend onder de HORECA-sector, evenals van de andere eet- en drankgelegenheden of de inrichtingen of onderdelen van de inrichtingen die behoren tot de culturele, feestelijke, sportieve, recreatieve en evenementensector, met inbegrip van met name de casino's, speelautomatenhallen en wedkantoren;

Overwegende dat een federaal ministerieel besluit van 1 november 2020 tot wijziging van voornoemd ministerieel besluit van 28 oktober 2020, het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 heeft aangepast, dat met name bepaalt in zijn artikel 12 dat de bij ministerieel besluit van 28 oktober 2020 bepaalde maatregelen, van toepassing zijn tot en met 15 januari 2021;

Overwegende dat de inwerkingtreding van het voornoemd federaal ministerieel besluit van 28 oktober, praktisch overeenstemt met het einde van de maand oktober en dat bijgevolg dient vastgesteld dat betrokken inrichtingen hun toestellen hebben kunnen uitbaten tijdens de bijna volledige maand en dat een ontheffing van één twaalfde van de belasting voor deze maand bijgevolg in belang omgekeerd evenredig zou zijn met de duur van de gedwongen sluiting van deze inrichtingen;

Overwegende dat een groot aantal van deze inrichtingen nogmaals in een erg zorgelijke situatie verkeert en dat hen noodbijstand toegekend moet worden;

Overwegende dat in deze context het huidig besluit van bijzondere machten ertoe strekt de doelstelling van de maatregel te vernieuwen, zoals bepaald was in artikel 3 van voorvermeld besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020, voor een periode van 1 november tot en met 31 december 2020;

Overwegende dat de maatregelen beoogd in dit besluit van bijzondere machten vervolgens in deze mate buitengewoon zijn dat het aangewezen is, ze te beëindigen zodra het bestaan ervan niet langer verantwoord is, of ze te verlengen;

Overwegende dat het passend is te voorzien in de mogelijkheid voor de regering om, gezien het voortduren van deze COVID-19-crisis, de toepassing van de maatregelen van dit besluit van bijzondere bevoegdheden te verlengen, zelfs na afloop van de genoemde bijzondere bevoegdheden, door middel van een besluit waarmee de regering de noodzaak daarvan rechtvaardigt in het licht van de ontwikkeling van de gezondheidsomstandigheden;

Gelet op het feit dat artikel 2, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19, bepaalt dat: “De besluiten bedoeld in artikel 1 kunnen aangenomen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen en in overleg te nemen standpunten vooraf ingewonnen worden. Het eerste lid is van toepassing op de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State in de bijzonder door de Regering gemotiveerde gevallen. Als de Regering het evenwel mogelijk acht het advies van de Raad van State in te winnen, kan zij dit doen, in voorkomend geval op elektronische wijze binnen de door de raad vastgestelde termijn.

Overwegende dat een deel van de overwogen bepalingen betrekking hebben op aangelegenheden bedoeld in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name artikel 6 ervan, en in de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989 en dat daaromtrent het advies van de Raad van State op de vraag inzake de bevoegdheid van het Waalse Gewest van nut zal zijn;

Overwegende dat het ten slotte, rekening houdend met het wel degelijk aangetoonde dringend karakter van het voorgaande en de dringende noodzakelijkheid om in deze ongekende crisis zowel de burgers als de economie in Wallonië te garanderen en te ondersteunen, passend is dat het besluit onverwijld wordt aangenomen en dat dit op zich een verantwoording is voor het verzoek aan de afdeling wetgeving van de Raad om in een kortere termijn dan vijf dagen advies te verlenen;

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, 1e lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Er wordt voorgesteld dat, zelfs als artikel 3bis, § 1, lid 2, van de gecoördineerde wetten “op de Raad van State” dit niet formeel voorschrijft, een verslag aan de regering, waarin de reikwijdte en de concrete gevolgen van het besluit worden uiteengezet, zou worden gepubliceerd samen met dit besluit, vergezeld van het advies van de afdeling Wetgeving.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTE

De artikelen 1 tot 4 bevatten regels die betrekking hebben op de gewestelijke belastingen in de zin van de bijzondere wet van 16 januari 1989 “betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten”.

In de mate waarin de federale overheid nog instaat voor de dienst van deze belastingen voor rekening van het Waalse Gewest, moeten de regels waarvan sprake worden onderworpen aan de overlegprocedure die voorzien is door artikel 5, § 3, alinea 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 en die wordt georganiseerd door het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en de Gewesten van 7 december 2001 betreffende de uitwisseling van informatie in het kader van de uitoefening van hun fiscale bevoegdheden en betreffende de overlegprocedures inzake technische uitvoerbaarheid van door de Gewesten voorgenomen wijzigingen aan de gewestelijke belastingen en inzake de technische uitvoerbaarheid van de invoering door de Gewesten van algemene belastingverminderingen of -vermeerderingen van de verschuldigde personenbelasting .

In het onderhavige geval blijkt uit de beraadslaging van de regering over de goedkeuring van het ontwerp in eerste lezing dat de Minister tegelijkertijd de opdracht heeft gekregen om deze formaliteit uit te voeren en het advies van de afdeling Wetgeving in te winnen.

De aandacht wordt gevestigd op het feit dat, indien de regering zou besluiten om, teneinde gevolg te geven aan de opmerkingen of suggesties die tijdens de hier bedoelde raadplegingsprocedure zijn gedaan, wijzigingen in het ontwerp aan te brengen die niet bedoeld zouden zijn om eveneens gevolg te geven aan het advies van de afdeling Wetgeving, deze afdeling opnieuw zou moeten worden geraadpleegd om advies uit te brengen over de aldus gewijzigde bepalingen.

ALGEMENE OPMERKING

Volgens artikel 1 van het ontwerp,

“De verval- en beroepstermijnen die zijn vastgesteld door het Wetboek der successierechten en door de uitvoeringsbesluiten ervan die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen krachtens de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, worden met vier maanden verlengd, op voorwaarde dat ze aflopen tussen 1 november 2020 en 31 december 2020 (die datum inbegrepen).

Evenzo bepaalt artikel 4 van het ontwerp dat

“De verval- en beroepstermijnen die zijn vastgesteld door het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en door de uitvoeringsbesluiten ervan die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen krachtens de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, worden met vier maanden verlengd, op voorwaarde dat ze aflopen tussen 1 november 2020 en 31 december 2020 (die datum inbegrepen).

Uit de aanhef blijkt duidelijk dat de regering met deze bepalingen van plan is om

“[...] sommige termijnen aan te passen, die werden bepaald in de wetgevingen betreffende de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wanneer het Waalse Gewest er de dienst nog niet van overgenomen heeft, maar deze termijnen wel onder zijn bevoegdheid vallen”.

De aanhef geeft voorbeelden van bepalingen in het wetboek der successierechten of in het wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten die termijnen bevatten die in de paragrafen 1 en 4 van het ontwerpbesluit worden verlengd.

Door te verwijzen naar termijnen die worden voorgesteld als termijnen die moeten voldoen aan drie voorwaarden, namelijk dat zij vervaltermijnen of beroepstermijnen moeten vormen, dat zij moeten worden vastgesteld door het Wetboek der Successierechten, het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten of door hun uitvoeringsbesluiten, en moeten "vallen onder de bevoegdheden van het Waals Gewest krachtens de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten", maken de betrokken artikelen het niet mogelijk om met het vereiste minimum aan transparantie en rechtszekerheid de termijnen vast te stellen die zij willen verlengen. De afdeling Wetgeving merkt met name op dat de vraag of aan de derde van deze voorwaarden is voldaan, een zeer zorgvuldige juridische analyse vereist, die zeker niet a priori binnen het bereik van alle bestemmingen van de tekst ligt.

Het volstaat niet om in de inleiding van het ontwerp eenvoudige voorbeelden te geven van bepalingen die termijnen bevatten waarop de betrokken artikelen van toepassing zouden moeten zijn, om aan de kritiek tegemoet te komen.

Het is belangrijk te benadrukken dat dit des te belangrijker is omdat de bepalingen waarop de onderhavige artikelen betrekking hebben, een aanzienlijke invloed hebben op de juridische situatie van een groot aantal burgers.

Daarom moet het systeem van de betrokken artikelen worden herzien om alle termijnen waarvoor verlengingen worden overwogen, uitdrukkelijk, nauwkeurig en volledig vast te stellen.

Gezien het belang van deze opmerking zullen de artikelen 1 en 4 niet verder worden besproken.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De in de leden 1 tot en met 3 en 5 tot en met 7 genoemde bepalingen vormen geen rechtsgrondslag voor het project.

Deze leden worden daarom weggelaten.

2. In lid 4, dat lid 1 wordt, moet meer bepaald worden verwezen naar artikel 1, § 1 van het decreet van 29 oktober 2020.

3. De verwijzing naar het advies van de Raad van State verschijnt na de verwijzing naar de dringendheid en de redenen daarvoor en wordt als volgt geformuleerd:

"Gelet op het advies nr. 68.415/4 van de Raad van State, gegeven op 10 december 2020, in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" .

REGELING

Artikel 2.

Het ontwerpartikel impliceert logischerwijze, enerzijds, dat de Regering artikel 1 opheft van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 "betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen", en, anderzijds, dat het dienovereenkomstig artikel 4, 1e lid van datzelfde besluit aanpast alsook het artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 24 van 23 april 2020 tot wijziging en verlenging van de periode van toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr.10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen.

Het ontwerp zal op dit punt worden aangevuld.

Artikel 3

Het artikel in kwestie zou duidelijker zijn als het als volgt zou worden geformuleerd:

"Elk geïnd recht dat wordt teruggebracht tot nul percent overeenkomstig artikel 2 geeft aanleiding tot restitutie".

Artikel 5

In lid 2 moet worden gepreciseerd welke documenten de heffingsplichtige moet overleggen om in aanmerking te komen voor de in de tekst bedoelde vermindering.

Artikel 6

Volgens de betrokken bepaling,

"De termijnen voor de toepassing van de artikelen 1 tot en met 5 van dit besluit kunnen worden verlengd bij een besluit waarin de regering de noodzaak daarvan rechtvaardigt in het licht van de ontwikkeling van de gezondheidstoestand".

In dit verband is het belangrijk op te merken dat een gewoon Regeringsbesluit niet voldoende is om de toepassing van maatregelen die in een bijzondere-machtenbesluit zijn opgenomen, over een langere periode te verlengen.

Immers, door zijn voorwerp op zich, kan een besluit waarbij de regering de toepassing van maatregelen die voorzien zijn in een bijzondere-machtenbesluit in de tijd verlengt, enkel worden beschouwd als zelf een bijzondere-machtenbesluit dat vervolgens door de wetgever moet worden bekrachtigd.

Het enige toepassingsgebied van de onderhavige bepaling is dus in feite de aankondiging dat een ander bijzondere-machtenbesluit dan het ontwerpbesluit de toepassing ervan in de tijd kan verlengen.

Een dergelijke aankondiging, die geen enkele normatieve reikwijdte heeft, is niet nodig.

Bovendien is de bepaling in kwestie dubbelzinnig, in die zin dat zij zou kunnen suggereren dat een gewoon regeringsbesluit de toepassing van het ontwerpbesluit in de tijd zou kunnen verlengen.

Deze bepaling zal dus worden weggelaten.

Artikel 7

In plaats van te verwijzen naar de datum van goedkeuring van het besluit, die waarschijnlijk vroeger zal zijn dan de datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, kan beter worden voorzien dat dit besluit in werking treedt op de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, wat betekent dat de bepalingen van het ontwerp die bedoeld zijn om met terugwerkende kracht in werking te treden op de specifieke data die in die bepalingen zijn voorzien, hun uitwerking zullen hebben op die data.

SLOTOPMERKING

Het ontwerpbesluit zal worden aangevuld met een uitvoeringsartikel.

De Griffier
Charles-Henri VAN HOVE

De Voorzitter,
Martine BAGUET

Nota's

(1) Het samenwerkingsakkoord van 7 december 2001 is zodanig opgesteld dat de goedkeuring van de wetgevingsnormen wordt onderworpen aan de door hem georganiseerde bemiddelingsprocedure. Maar, om deze procedure niet te ontdoen van haar essentie, moet echter worden overwogen om deze overeenkomst toe te passen op de goedkeuring van bijzondere-machtenbesluiten, voor zover deze, zoals het geval is met dit ontwerpbesluit, zaken regelen die normaal gesproken tot de bevoegdheden van de wetgever behoren. Bovendien mag de bepaling die in artikel 2, § 1, lid 1, van het decreet van 29 oktober 2020 "tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse regering om het hoofd te bieden aan de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19", de goedkeuring mogelijk maakt van bijzondere machten zonder dat vooraf de "bij wet of regelgeving vereiste adviezen en raadplegingen" zijn verkregen, niet tot gevolg hebben dat wordt afgeweken van de verplichting om een formaliteit uit te voeren die, zoals de onderhavige overlegprocedure, wordt voorgeschreven door een bevoegdheidsverdelingsregel en wordt georganiseerd door een samenwerkingsakkoord tussen de federale staat en de gewesten.

(2) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvanstate.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 36.2 en formulier F 3-5-3.

(3) Zie in dit verband advies nr. 67.577/2-4 gegeven op 3 juli 2020 over een voorontwerp, nu een wetsontwerp tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen in toepassing van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I), algemene opmerking nr. 4, Parl.St. Kamer, 2019-2020, nr. 55-1441/1, p. 14, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67577.pdf> te bestrijden.

16 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 69 tot aanpassing van sommige fiscale bepalingen in het kader van de COVID-19-crisis

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19, artikel 1, § 1;

Gelet op het verslag van 18 november 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 november 2020;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 3 december 2020;

Overwegende dat WHO het coronavirus COVID-19 op 11 maart 2020 als een pandemie gelabeld heeft, en dat deze COVID-19-crisis heden weer aan het heropflakkeren is;

Gelet op de inperkingsmaatregelen genomen door de federale Regering via de opeenvolgende ministeriële besluiten van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, en 1 en 28 november 2020 beide tot wijziging van bovenvermeld ministerieel besluit van 28 oktober 2020, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van respectievelijk 28 oktober, 1 november en 29 november 2020;

Overwegende dat de huidige maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, er opnieuw toe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt, de goede werking van de verschillende overheidsdiensten in het gedrang wordt gebracht, bepaalde diensten zelfs verlamd zijn en de burgers de mogelijkheid ontnomen is om nuttig en daadwerkelijk hun rechten en verplichtingen te laten gelden in het kader van de voorgeschreven wettelijke procedures;

Overwegende dat het gelijkheidsbeginsel gewaarborgd en de rechtszekerheid in stand gehouden dient te worden en bijgevolg maatregelen genomen dienen te worden die ervoor zorgen dat geen enkele burger belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of in het nakomen van zijn verplichtingen wegens de impact van de gezondheids crisis;

Overwegende dat daartoe onverwijld een aanpassing is vereist van sommige termijnen, bepaald in de wetgevingen betreffende de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wanneer het Waalse Gewest er de dienst nog niet van overgenomen heeft, maar deze termijnen wel onder zijn bevoegdheid vallen;

Overwegende dat verscheidene bepalingen van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervat in de artikelen 46bis, 53, 53ter, 54, 55, 57, 57bis, 60, 64, 69, 71, 136, 140quinquies, 140octies, 209, 211, 212 en 213, evenals verscheidene bepalingen van het Wetboek van successierechten, vervat in de artikelen 55sexies, 60bis en 135bis, bijgevolg onder de gewestelijke bevoegdheid vallen en termijnen bevatten die talrijke burgers wegens bovenvermelde dringende lockdownmaatregelen dreigen niet in acht te kunnen nemen;

Overwegende dat de federale wetgever bovendien bevoegd blijft om de bepalingen van het Wetboek van successierechten betreffende de aangiften van nalatenschap, de betaling van de verschuldigde rechten, de bewijsmiddelen, de inningsprocedures, de geldboetes en de verjaringen te wijzigen en dat de federale administratie, die in dat verband nog steeds de dienst van deze gewestelijke belastingen uitoefent, de omzendbrief 2020/C/138 heeft aangenomen met betrekking tot administratieve aanvullende toleranties bij de circulaire 2020/C/106 inzake registratie- en successierechten in het kader van de gezondheids crisis verbonden met COVID-19, waarbij de termijnen die tussen 1 november 2020 en 31 januari 2021 vervallen, met vier maanden worden verlengd;

Overwegende dat de Waalse maatregelen van dit besluit er bijgevolg toe strekken, het rechtszekerheidsbeginsel van de wetgeving die van toepassing is in de uitoefening van de rechten en de verplichtingen eigen aan zowel de burgers als de verschillende betrokken overheidsdiensten dringend te vrijwaren;

Gelet, vervolgens, op de aanzienlijke economische impact die de gezondheids crisis COVID-19 teweegbrengt op het niveau van het Waalse Gewest en dat het de opdracht is van een overheid als het Waals Gewest om op dringende wijze, in het kader en binnen de perken van zijn bevoegdheden en van zijn handelsbekwaamheid, de natuurlijke en rechtspersonen die hevig onder deze ernstige gezondheids crisis lijden, van gepaste steun te voorzien;

Overwegende dat de fiscaliteit alle delen van de economie betreft en daarom een doeltreffend instrument vormt voor economische en financiële steun in deze context van grote crisis;

Gelet op de dringende beslissingen, genomen door de federale Regering, via bovenvermelde ministeriële besluiten tot sluiting van de gezamenlijke handels en ondernemingen die niet essentieel zijn voor de minimale werking van de Staat en overwegende dat deze crisis, met name om bovenvermelde redenen, de financiële capaciteit van talrijke, zowel natuurlijke als rechtspersonen ernstig aantast;

Overwegende dat talrijke zowel natuurlijke personen als rechtspersonen gebonden zijn door hun financiële beperkingen verplichtingen zoals hypotheekleningen, en dat de banksector, indien zij deze niet betalen of indien er onverwachts een bepaald risico uit hun hoofd wordt vastgesteld, het risico loopt hypotheekmandaten te activeren om de afgesloten leningen te dekken, teneinde zichzelf via hypotheekleningen te beschermen tegen de mogelijk desastreuze gevolgen van deze grote crisis;

Overwegende dat het Waalse Gewest absoluut moet voorkomen dat het nemen van garanties door de banken leidt tot een verdere verslechtering van de financiën van bedrijven en particulieren, en dat deze uitzonderlijke situatie van het eventueel nemen van garanties zich in normale omstandigheden niet zou hebben voorgedaan;

Overwegende dat de beste hefboomwerking erin bestaat het registratierecht uitzonderlijk en tijdelijk tot nul procent nog te verminderen wanneer het in het Waalse Gewest is gelegen, overeenkomstig artikel 5, § 1, 7^o, eerste streepje, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, met betrekking tot de vestiging van een hypotheek op onroerend goed, maar alleen in het geval van de omzetting in een hypotheek van een hypothecair mandaat dat bestond vóór de inwerkingtreding van dit besluit, om ook elke situatie van potentieel misbruik van deze uitzonderlijke gunstmaatregel te voorkomen;

Gelet eveneens op artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 24 van 23 april 2020 tot wijziging en verlenging van de periode van toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr.10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, die voorziet in een buitengewone en tijdelijke verlaging tot nul procent van het registratierecht voor de vorming van een hypotheek op een onroerend goed bij omzetting van een voor 27 maart 2020 bestaand hypotheekmandaat tot hypotheek;

Overwegende dat het voortduren van de gezondheids crisis COVID-19 en de huidige ernstige heropflakking ervan nopen ertoe vast te stellen dat de motieven die het nemen van twee voornoemde besluiten verantwoordt de initieel daarin bepaalde termijnen ruimschoots overtreffen, en nog een langere periode voort zullen blijven duren en dat de economische toestand die uit deze COVID-19-crisis is voortgevloeid gedurende de periode van 1 mei tot op heden jammerlijk nog niet gemilderd is, dat er tot op heden geen enkele verbetering, mettertijd, van de verschillende economische parameters vastgesteld is kunnen worden en dat de fase van heropflakking die we sinds kort opnieuw meemaken, de komende maanden weinig positiefs voor onze economie in het vooruitzicht stelt;

Overwegende dat bijgevolg, om de voortdurende moeilijkheden zoals vastgesteld globaal en verantwoord aan te pakken, retroactief opgetreden moet worden via een bepaling die van toepassing moet zijn te rekenen van 27 maart 2020; daardoor zal op coherente wijze kunnen worden voorkomen dat er een soort economisch niemandsland ontstaat tussen de aanvang van de periode van toepassing van voornoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020, die op 30 april 2020 ophield, en de huidige dag, wat betrokkenen veel schade zou toebrengen;

Overwegende dat er vervolgens een andere beschikbare hefboom, die reeds ingezet werd bij de verplichte sluitingen met name in de HORECA sector in uitvoering van artikel 3 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020, erin bestaat de fiscale last te verlichten voor zover zij weegt op de vestigingen en verband houdt met de uitbating van automatische ontspanningstoestellen;

Overwegende dat deze bepaling, als bedoeld in artikel 3 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020, bepaalde dat er voor de belastbare periode 2020 een vermindering van het bedrag van de belasting bedoeld in artikel 80 van het Wetboek van de belastingen gelijkgesteld met de inkomstenbelasting toegekend werd ten belope van één twaalfde per maand of deel van een maand waarin de vestiging waarin het toestel reeds was geplaatst een gedwongen sluiting heeft ondergaan door beslissing van de federale overheid;

Overwegende dat de vermindering eveneens toegekend werd op verzoek van de retributieplichtige wanneer de plaatsing van het toestel gepland was bij de inwerkingtreding van bovenvermeld besluit, maar deze nog niet geplaatst was, tegen één twaalfde per maand of deel van de maand, te rekenen van het ogenblik van de initieel bepaalde installatie, waarin de vestiging waarin het toestel geplaatst diende te worden, een gedwongen sluiting bij beslissing van de federale overheid onderging;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2020 betreffende de toepassing van artikel 4, tweede lid, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen het einde van de periode van verplichte sluiting voor de verschillende betrokken inrichtingen heeft vastgesteld en op vier het aantal twaalfden heeft vastgelegd die recht geven op een ontheffing van de belasting;

Overwegende dat er, sinds dat besluit van 24 september 2020, een federaal ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken in artikelen 6 en 8 de sluiting van de inrichtingen, vallend onder de HORECA-sector, voor het publiek vaststelt, evenals de andere eet- en drankgelegenheden of de inrichtingen of onderdelen van de inrichtingen die behoren tot de culturele, feestelijke, sportieve, recreatieve en evenementensector, met inbegrip van met name de casino's, speelautomatenhallen en wedkantoren;

Overwegende dat twee federale ministeriële besluiten van 1 november en 28 november 2020 tot wijziging, voor beide, van voornoemd ministerieel besluit van 28 oktober 2020 met name bepalen dat voorvermelde bij het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 bepaalde maatregelen van toepassing zijn tot en met 15 januari 2021;

Overwegende dat de inwerkingtreding van het federaal ministerieel besluit van 28 oktober als voornoemd in de praktisch overeenstemt met het einde van de maand oktober en dat bijgevolg dient vastgesteld dat betrokken inrichtingen hun toestellen hebben kunnen uitbaten tijdens de bijna volledige maand en dat een ontheffing van één twaalfde van de belasting voor deze maand bijgevolg in belang omgekeerd evenredig zou zijn met de duur van de gedwongen sluiting van deze inrichtingen;

Overwegende dat een groot aantal van deze inrichtingen nogmaals in een erg zorgelijke situatie verkeert en dat hen noodbijstand toegekend moet worden;

Overwegende dat huidig besluit van bijzondere machten er, in deze context, toe strekt de maatregel, zoals bepaald was in artikel 3 van voorvermeld besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020, voor een periode van 1 november tot en met 31 december 2020, te hernieuwen ter afronding van de belastbare periode 2020;

Overwegende dat de maatregelen beoogd in dit besluit van bijzondere machten vervolgens in deze mate buitengewoon zijn dat het aangewezen is, ze te beëindigen zodra het bestaan ervan niet langer verantwoord is;

Gelet op het bepaalde van artikel 2, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19: “De besluiten bedoeld in artikel 1 kunnen aangenomen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen en in overleg te nemen standpunten vooraf ingewonnen worden.

Het eerste lid is van toepassing op de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State in de bijzonder door de Regering gemotiveerde gevallen. Als de Regering het evenwel mogelijk acht het advies van de Raad van State in te winnen, kan zij dit, in voorkomend geval op elektronische wijze binnen de door de raad vastgestelde termijn, doen.” ;

Overwegende dat een deel van de overwogen bepalingen betrekking hebben op aangelegenheden bedoeld in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name artikel 6 ervan, en in de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989 en dat daaromtrent het advies van de Raad van State op de vraag inzake de bevoegdheid van het Waalse Gewest van voordeel zal zijn;

Overwegende dat het ten slotte, rekening houdend met het wel degelijk aangetoonde dringend karakter van het voorgaande en de dringende noodzakelijkheid om in deze ongekende crisis zowel de burgers als de economie in Wallonië te garanderen en te ondersteunen, passend is dat huig besluit onverwijld wordt aangenomen en dat dit op zich een verantwoording is voor het verzoek aan de afdeling wetgeving van de Raad om in een kortere termijn dan vijf dagen advies te verlenen ;

Gelet op advies nr. 66.790/2 van de Raad van State, gegeven op 16 december 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Successierechten*

Artikel 1. De termijnen bedoeld in de artikelen 55*sexies*, 60*bis* en 135*bis* van het Wetboek van successierechten die verstrijken van 1 november 2020 tot en met 31 januari 2021 worden verlengd met een termijn van vier maanden.

HOOFDSTUK II. — *Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Art. 2. Het recht bedoeld in artikel 3, lid 1, 7^o, a), van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt tot nul percent teruggebracht in het geval van de omzetting in een hypotheek van een hypothecair mandaat bij authentieke akte vastgesteld vóór de inwerkingtreding van dit besluit van bijzondere machten, op voorwaarde dat de omzetting wordt uitgevoerd van 27 maart 2020 tot en met 31 januari 2021 inbegrepen.

Art. 3. Elk geïnd recht dat wordt teruggebracht tot nul percent overeenkomstig artikel 2 geeft aanleiding tot herstel.

Art. 4. De termijnen bedoeld in de artikelen 46*bis*, 53, 53*ter*, 54, 55, 57, 57*bis*, 60, 64, 69, 71, 136, 140*quinquies*, 140*octies*, 209, 211, 212 en 213 van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten die verstrijken van 1 november 2020 tot en met 31 januari 2021 worden verlengd met een duur van vier maanden.

HOOFDSTUK III. — *Belastingen gelijkgesteld met inkomstenbelastingen*

Art. 5. Voor de maanden november en december van de belastbare periode 2020 wordt er een vermindering van het bedrag van de belasting bedoeld in artikel 80 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen toegekend, ter hoogte van één twaalfde van het jaarlijks bedrag van de belasting per maand.

De vermindering als bedoeld in lid 1 wordt eveneens toegekend op aanvraag van de belastingplichtige wanneer de plaatsing van het toestel gepland was in november of december van de belastbare periode 2020, maar genoemd toestel niet reeds geplaatst is, ter hoogte van één twaalfde van het jaarlijks bedrag van de belasting per maand of deel van de maand, te rekenen van het ogenblik van de aanvankelijk voorziene plaatsing.

De verminderingen bedoeld in leden 1 en 2 worden toegepast voor eventuele toepassing van de artikelen 81 en 82 van hetzelfde Wetboek.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 6. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, bevestigd bij het decreet van 3 december 2020 houdende bevestiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten genomen in het kader van het beheer van de gezondheids crisis in verband met COVID-19 wordt opgeheven.

In artikel 4, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “De artikelen 1 en 2 zijn van toepassing” vervangen door de woorden “Artikel 2 is van toepassing”.

Art. 7. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 24 van 23 april 2020 tot wijziging en tot verlenging van de periode van toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, bevestigd bij het decreet van 3 december 2020 houdende bevestiging van de besluiten van bijzondere machten genomen in het kader van het beheer van de gezondheids crisis in verband met COVID-19, worden de woorden "van de artikelen 1 en 2" vervangen door de woorden "van artikel 2".

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.
Namen, 16 december 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44712]

22 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoir spéciaux n° 74 relatif à l'octroi d'une prime à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 1^{er}, § 1^{er};

Vu le rapport du 3 décembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2020 ;

Vu l'avis 68.470/2 du Conseil d'État, donné le 17 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la communication de la Commission relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'état visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, section 3.8 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et temporaires ;

Considérant l'existence d'une deuxième vague du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Vu l'urgence motivée par le fait que la deuxième vague de la crise sanitaire du COVID-19 a un impact majeur sur la santé et la vie en Région wallonne ;

Qu'il est nécessaire de trouver au plus vite des solutions qui permettent de répondre à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 via, notamment, la fabrication des produits nécessaires pour faire face à la flambée de l'épidémie ;

Qu'il a été tenu compte de l'objectif commun poursuivi par ce dispositif et son effet positif envers la lutte contre la crise d'urgence sanitaire provoquée la COVID-19 ;

Qu'il est important de pouvoir aider financièrement au plus vite les entreprises capables de fabriquer de tels produits afin de leur donner les moyens de réagir au plus vite ;

Qu'il convient dès lors de pouvoir verser la prime à l'investissement dans les meilleurs délais et que l'urgence est donc justifiée ;